

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'Internationale des F.A. 145 rue AMELOT 75011 PARIS tel. 805.34.08 N° 429 JEUDI 28 JANVIER 1982 6,00 F

## LE PRIX DU CHANGEMENT :

# LA PAIX SOCIALE



*L'opposition dans la CGT, page 4 . L'état de l'Etat, S. Livrozet, pages 6 et 7 .  
 Les socialistes et le Conseil constitutionnel, M. Joyeux, page 7 .  
 Le droit des travailleurs, page 8 . Les propositions anarchistes, page 12*

PP 2520

Liste partielle des points de vente  
du Monde libertaire

PROVINCE :

**Groupe d'Amiens :**  
- le mardi de 12 à 14 h : resto U, La Vellière;  
- le mardi de 19 à 20 h : à la permanence du groupe;  
- le mercredi de 11 h 30 à 14 h : resto U Le Bailly et au resto U La Hotoie;  
- le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : à la gare;  
- le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30 : aux Nouvelles Galeries;  
- le samedi de 10 h à 12 h : sur le marché.

**Liaison d'Angoulême :**  
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché couvert.

**Liaison Chartres :**  
- le samedi après-midi, dans le centre de Chartres (rues piétonnes).

**Liaison Blois :**  
- le samedi de 15 h à 16 h 30 : carrefour rues piétonnes, Commerce-3 Clefs.

**Liaison Dijon :**  
- le samedi à partir de 15 h 30 : devant les Nouvelles Galeries.

**Groupe Région Toulonnaise :**  
- le dimanche matin avec table de vente : au marché aux puces de Toulon.

**Groupe de Tours :**  
- le samedi de 15 à 17 h : rue de Bordeaux.

**Groupe de Toulouse :**  
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché Saint-Sernin.

**Groupe de Rouen :**  
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 : sur le marché de Sotteville, sur le Clos Saint-Marc.

**Liaison Noyon :**  
- le samedi de 10 h 30 à 11 h 30 : sur le marché de Noyon.

**Groupe de Creil :**  
- le samedi matin de 10 à 12 h au marché de Creil;  
- le dimanche matin de 10 à 12 h : au marché de Montaire (comme il y a 25 ans).

**Liaison Le Caylar-Lodève :**  
- une fois par mois (avec table de presse), le samedi.

**Liaison Anizy-le-Château :**  
- de 10 h à 12 h sur le marché de Soissons.

• 12<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. du 11<sup>e</sup> : le jeudi de 18 à 19 h : gare de Lyon; les samedi et dimanche : de 11 à 13 h : marché d'Aligre.

• 13<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. Jacob : le jeudi de 17 à 19 h, place d'Italie.

• 14<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. du 14<sup>e</sup> : le jeudi de 17 h 30 à 19 h, porte d'Orléans.

• 15<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. Varlin : le lundi de 17 h 30 à 18 h 30 - gare Montparnasse, le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, métro Pasteur, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : métro Cambronne;

- gr. du 14<sup>e</sup> : le vendredi de 17 h 30 à 19 h, gare Montparnasse.

• 18<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. Louise Michel : le dimanche de 10 à 12 h, rue du Poteau, rue Lepic.

RÉGION PARISIENNE :

**Groupe Fresnes-Antony :**  
- le dimanche de 10 à 12 h : sur le marché d'Antony;  
- le jeudi de 18 à 19 h 30 : à la gare d'Antony;

- tous les jours, de 16 à 20 h : à la faculté de Saint-Denis;  
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Fresnes;

- le dimanche, de 9 h 30 à 11 h 30 : au marché de Chilly-Mazarin;  
- le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h : au local du groupe.

**Groupe Kropotkine :**  
- le vendredi, de 17 h 30 à 19 h : à la gare centrale d'Argenteuil;  
- le jeudi de 17 h 30 à 19 h : à la gare du Val d'Argenteuil;

- le dimanche, de 10 h 30 à 12 h : au marché central d'Argenteuil;

**Groupe Montreuil-Rosny :**  
- le vendredi, de 17 à 19 h : au métro Mairie de Montreuil;  
- le jeudi, de 17 à 19 h : au métro Croix de Chavaux;

- le mercredi, de 17 à 18 h 30 : au métro Robespierre;

**Groupe Sevran-Bondy :**  
- le jeudi, de 17 h 15 à 18 h 15 : à la gare de Bondy.

**Groupe Bobigny-Drancy :**  
- le mercredi, de 17 à 18 h 15 : au métro Fort d'Aubervilliers;

- le dimanche, de 10 à 11 h 30 : au marché des Quatre Routes de Drancy;  
- le dimanche, de 10 à 11 h : au marché d'Aulnay-sous-Bois.

**Groupe Sacco-Vanzetti :**  
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Chelles;  
- le samedi, de 10 à 12 h : au marché de Neuilly-sur-Marne.

**Groupe Malatesta :**  
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Villeneuve-la-Garenne;  
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Saint-Ouen;

- le samedi midi : au marché aux puces de Clignancourt;

- le jeudi : de 17 h 15 à 18 h 15 : à la Gare du Nord.

**Groupe de Villejuif-Vitry :**  
- le samedi de 10 à 12 h : au marché Romain-Rolland.

**Groupe de Domont :**  
- le dimanche matin, de 10 h 30 à 12 h : au marché de Domont.

PARIS :

• 1<sup>er</sup> arrondissement, Forum des Halles (porte Lescoq) :  
- gr. Bernier : le samedi de 13 h 30 à 16 h 15;  
- gr. Varlin : le samedi de 16 h à 18 h 30.

• 4<sup>e</sup> arrondissement :  
- gr. du Marais : au métro Saint-Paul, le jeudi de 12 h 30 à 14 h.

• 6<sup>e</sup> arrondissement, métro St-Michel :  
gr. Malatesta et gr. Varlin : le samedi de 15 à 17 h.

• 8<sup>e</sup> arrondissement, gare St-Lazare :  
- gr. Louise Michel : le jeudi de 17 à 19 h.

• 9<sup>e</sup> arrondissement, place Clichy :  
- gr. Louise Michel : le lundi de 17 h à 18 h 30.

• 13<sup>e</sup> arrondissement, gare du Nord :  
- gr. Sevran-Bondy : le vendredi de 17 à 18 h 15;

**Gare de l'Est :**  
- gr. Bernier : le mercredi de 18 à 19 h 15.

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires de Corrèze peuvent écrire aux RI pour prendre contact avec une liaison actuellement en création.

• Nous sommes heureux de vous faire part de la naissance du groupe Michel Bakounine. Ce groupe rassemble des anarchistes de la région de Rochefort, Marennes, Oléron. Nous invitons tous les libertaires de cette région et de Charente-Maritime à nous rejoindre. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront, ou directement à J.-M. Raynaud, BP 26, 17480 Le Château-d'Oléron.

• Le groupe Région toulonnaise assure une vente du Monde libertaire ainsi que livres, revues, etc., tous les dimanches matin au marché aux puces de Toulon.

• Libertaires jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.

• Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire à Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

• Un groupe libertaire à Versailles ? Les intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les RI pour joindre les militants de votre département.

• Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrire à Claude Gacera, BP 835, St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.



Autocollant édité par l'administration  
Prix : 10 F les 50.  
format : 8,6 x 10,5

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

IZEURE - MOULINS

Des militants d'Izeure et de Moulins organisent une conférence-débat sur le thème de la Pologne, le jeudi 28 janvier à 20 h 30, salle du Pont Jinguet.

Avec la participation de différentes organisations syndicales CFDT, FO, FEN CNT et de l'UPF, LP et FA.

ÉVREUX

Écoutez, le jeudi 28 janvier, de 17 h 30 à 19 h, en modulation de fréquence (101 MHz) la radio locale. Le groupe d'Évreux de la Fédération anarchiste, ayant pris en charge le programme de cette soirée, vous pourrez y entendre (entre autres) une émission sur Gaston Couté et Manuel Devaldès.

D'autre part, la prochaine permanence de notre groupe est reculée au vendredi 29 janvier, de 18 à 19 h, salle des associations n° 3. Pour tout contact : CES, BP 237., 27002 Evreux Cedex.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

En même temps qu'au Monde libertaire abonnez-vous à



16 pages grand format  
abonnement : 10 n° 50 F  
soutien 70 F ou plus  
BP n° 7 80330 Longueau

Ça y est, la fête a eu lieu - Samedi 23 janvier, le groupe Eugène Varlin a organisé sa fête de soutien au lancement du Monde libertaire 12 pages. Grâce à l'aide que nous ont apportée d'autres groupes de la région parisienne, on peut dire que cette fête a été un succès. Pas moins de 300 personnes sont venues nous voir au cours de la soirée. D'abord, il y a eu l'expo sur la presse anarchiste, de la « Révolution sociale » de Louise Michel jusqu'à l'actuel Monde libertaire, en passant par le Révolté, Les Temps nouveaux, Le Libertaire, etc. Puis Philippe Didier nous a chanté Brassens avec des arrangements personnels réussis et enfin, dans la bonne humeur générale, on a dansé jusqu'à minuit au son de la java et du tango. Dans une ambiance amicale, des militants, des gens du quartier, jeunes ou moins jeunes, des enfants sont venus passer un moment agréable avec nous. Sans doute une expérience à renouveler et un soutien efficace au Monde libertaire.

Gr. Eugène Varlin

Sommaire

PAGE 2  
Info-FA

PAGE 3  
En bref  
Amis lecteurs  
Les braves gens  
Éditorial

PAGE 4  
La Pologne, la CGT et nous  
Structures CGT en opposition...  
Ouverture de la chasse à la CGT

PAGE 5  
Quelle frontière ?  
Un tour de passe-passe

PAGE 6  
L'état de l'Etat  
La télé : quel changement ?  
PAGE 7  
L'état de l'Etat (suite)  
Constitution, nationalisations...  
PAGE 8  
Camarades, encore un effort...  
PAGE 9  
Informations Internationales  
PAGE 10  
Mort aux Voleurs  
PAGE 11  
Livres, spectacles...  
PAGE 12  
Les propositions anarchistes

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	150 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN - 300 F  
Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT  
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris 11<sup>e</sup> arrondissement

Nom : ..... Prénom : .....  
N° : ..... Rue : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
à partir du N° : ..... (inclus) Pays : .....  
 Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien  
 Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat lettre  
Règlement à régler en bulletins  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref... en bref...

## AMIS LECTEURS

● Christian Bauzet, accusé de vol qualifié et d'attaque à main armée pour un hold up commis à Angoulême le 12 janvier 80, attend toujours son jugement. Depuis deux ans, il ne cesse de clamer son innocence. Afin d'obtenir la liberté provisoire, il a commencé une grève de la faim le 9 novembre 81. Après deux mois de grève, son état est critique ; sa détermination laisse penser qu'il ira jusqu'au bout si justice ne lui est pas rendue. Soutenez-le :  
Christian Bauzet,  
71002 Hôpital central 129  
ou 1 ave Leclerc, 94261 Fresnes.

● A Bayonne : un groupement de diffusion anarchiste appelé *Les Cahiers noirs* se charge de répandre (eux aussi !) la presse et les idées libertaires. Pour tout contact :  
Acetie, BP 53, 64100 Bayonne.

● *Rebelles* est un journal contre les prisons et la répression. La société que nous voulons est une société sans prisons ! (*Rebelles*). Pour le recevoir, écrire à *Rebelles*, librairie *Le Jargon libre*, 6, rue de la Reine Blanche, 75013 Paris.

● Limoges : la CNT organise le vendredi 29 janvier à 20 h 30, à la Maison du Peuple, une réunion publique. Une projection sur les réalisations sociales en Espagne 36-39 aura lieu, suivie d'un débat sur le thème : nationalisations ou collectivisations ?



## Livres en vente à Publico

<i>La Brochure mensuelle,</i>	6 F
Anne Rynerhan	
<i>Histoire de la commune de 1871,</i>	37 F
Lissagaray	
<i>L'Assiette au beurre,</i>	40 F
Dixmier	
<i>Un enfant,</i>	49 F
« Autrement »	
<i>Une alternative à l'école,</i>	49 F
« Autrement »	
<i>L'ombre rouge,</i>	60 F
« Cahiers du cinéma »	
<i>Pissarro,</i>	350 F
Lloyd	

## Compte-rendu de

## la manifestation du 20/1/82

Mercredi 20 janvier, deux mille personnes environ se sont mobilisées métro Strasbourg-St-Denis pour exprimer leur soutien au peuple afghan, dont 300 personnes dans les rangs de la Fédération anarchiste.

Très faible mobilisation donc, qui s'explique par le décalage entre les événements polonais (encore chauds dans les esprits) et ceux d'Afghanistan (qu'on a mis deux ans à ressortir du tiroir).

Aucun slogan, hormis ceux de la FA, ne remettait en cause l'application directe du marxisme. Seul le retrait des troupes soviétiques était évoqué ! Nos chers socialistes et gauchistes ont manifesté en oubliant la Pologne.

La Fédération anarchiste, quant à elle, a étendu ses protestations contre la répression dans le monde et continuera de se démarquer de toute la chienlit politicienne qui exprime sa solidarité du bout des lèvres.

Relations extérieures de la Fédération anarchiste

**V**OUS avez en main un exemplaire du Monde libertaire nouvelle formule. La présentation et le nombre de pages ont évolué, se sont transformés. Nouvelle formule, pour que notre journal soit plus complet dans l'analyse et les commentaires, plus arêré dans la présentation des articles. Mais ce nouveau Monde libertaire vous apportera comme auparavant la voix des anarchistes, l'information libre sur les faits sociaux, des propositions d'action pour la construction d'une société égalitaire.

Nous espérons que ce premier hebdomadaire à 12 pages sera le début d'une longue série. Mais pour qu'il vive, nous devons le soutenir. Nous savons qu'une distribution restreinte, l'absence de publicité ne facilite pas l'existence d'un organe de presse. La liberté de critique et la diffusion d'une pensée originale doivent être payées à ce prix. Notre meilleur soutien demeure l'abonnement car il constitue un apport immédiat (c'est-à-dire par avance) et régulier de ressources, perçu directement sans rétribution d'intermédiaires.

Vous pouvez nous aider également en facilitant la distribution du Monde libertaire dans les principaux kiosques et les gares, en achetant notre journal chaque semaine au même endroit. Cela nous permet de régulariser sa présence sur les points de vente et de diminuer les exemplaires en retour.

Si vous êtes membres d'une bibliothèque d'entreprise, d'université ou municipale, vous pourriez demander à ce qu'un abonnement soit souscrit, afin de permettre le libre accès à la connaissance d'un courant de pensée trop souvent occulté. Ces collectifs peuvent bénéficier de notre part d'un tarif préférentiel. Pour nous, pour vous, c'est une façon de propager nos analyses, de faire connaître le Monde libertaire.

Ainsi, nous faciliterons le développement d'une presse libre, sociale et révolutionnaire.

Les administrateurs  
P. BEDOS — J. RÉMOND

## Les braves gens

**J'**AI en mémoire les murs de la banlieue parisienne couverts d'affiches de la CGT appelant à une grande manifestation, le 27 février 1981, contre l'augmentation des taxes, de l'essence..., de la « casse des usines », toute chose qui sensibilisait l'opinion et pouvait encore conserver un monde du travail se sentant à bout de souffle, écrasé par 23 ans d'opposition taxée.

L'affiche portait ce beau titre : « Y'en a marre ! » Oui, en ce début de l'année 1981, « Y'en a marre ! » était bien un thème général exprimant la philosophie de base d'un prolétariat morose. C'est vrai, « Y'en a marre ! » de ce sentiment de piège où vivait la classe ouvrière ; car 23 ans à la longueur de l'éternité pour une génération.

Et pour beaucoup, malgré l'Afghanistan, « Y'en a marre ! » avec la CGT.

Mais... mais... mais ? Il y eut les élections et Y'en avait plus marre... Ils allaient voir, on ferait la révolution pour les élections et on changerait le sens de l'histoire... Patrons et bourgeois allaient trembler, les rouges et les roses au pouvoir allaient faire plier les exploités, et les riches rendraient gorge au pauvre monde. On nationaliserait et nous posséderions tout... Nous aurions le pouvoir !...

Qu'il est resté naïf, ce bon peuple des plus en plus pauvres. Le grand pardon populaire avait effacé de la mémoire collective la guerre d'Algérie de François 1<sup>er</sup> ; les métallos ne se sentaient plus de joie : ils allaient être enfin compris en voyant un ancien fraiseur devenir Premier ministre, effaçant l'ombre d'un J. Delors, champion du patronat progressiste, chevalier de l'applaudimètre, comme une vieille Diva. Il y avait bien quelques petites ombres au tableau électoral, mais elles étaient tellement vagues que la masse des braves gens qui votèrent à gauche le firent, à la base, dans un élan de générosité pour une plus grande justice sociale (augmentation

du SMIC, de la retraite des vieux...).

L'élection réalisée, les médailles distribuées, ce fut l'état de grâce. Comme si les premiers communistes « zélus » allaient faire naître une religion nouvelle, celle de l'Eglise réformée ; Karl Marx, le Luther de la réforme capitaliste, peut-être !... Mais une réforme n'a jamais remis en cause les bases profondes du système. Une réforme n'est que le changement de mode dans le port de la soutane, l'idée de leurs dieux n'est pas remise en question.

Sous les coups de goupillon du ballet rose de l'Elysée, les braves gens de base disaient : « Attendez, il leur faut du temps pour mettre en place les réformes promises. » Et ces quidams acceptèrent de nouveau le carême de l'augmentation des taxes sur l'essence, la bouffe et le reste... et puis on attend encore et toujours.

Patrons et bourgeois ne tremblent plus, le gouvernement s'acharne à les rassurer par un jeu économique dansant, avec trois petits pas en avant et cinq petits pas en arrière. A la base, beaucoup s'étaient imaginé que la facture de l'amélioration de leurs conditions d'existence serait payée par plus fortunés qu'eux. Il est facile d'imaginer comment, dans les chaumières, fut accueilli ce passage de l'année 1982, maintenant que le gouvernement dit « socialiste » tend son tiroir-caisse au pauvre monde. Est-ce une conséquence du froid ? L'activité indépendante de la CGT est totalement gelée.

En conclusion, je voudrais dire que si l'année dernière « Y'en avait marre ! » avec la CGT, cette année « Y'en a marre ! », mais sans la CGT.

Le combat social est en train de s'essayer à la survie, sans les fonctionnaires des grandes centrales syndicales, et c'est à l'heure actuelle le moment où jamais d'intensifier la propagande, car il y a disponibilité à la base.

Roland FORNARI

## Editorial

**L**ES mois passent et le changement, mille fois promis, tarde à venir. Les espoirs fous que beaucoup de travailleurs avaient placés dans un gouvernement social-démocrate s'évanouissent au rythme lent de l'écoeurement et de l'attentisme. En fait, Mitterrand et sa clique sont loin de respecter les engagements auxquels ils avaient souscrit dans leur programme de gouvernement qui était pourtant très en retrait des exigences ouvrières. Pire même, ils reculent sans cesse devant les dictats de la droite et du patronat : pour s'en convaincre, il suffit de voir les mesures prises en fait de droit des travailleurs, à propos des 35 heures, ou à propos de la condition des travailleurs immigrés. Et, par delà l'impudence démagogique de leurs discours, la politique qu'ils entendent réellement mener se dessine clairement : c'est la vieille politique libérale que nous connaissons depuis trop longtemps déjà et qui consiste à aider prioritairement les entreprises en espérant que cela aura des répercussions sur la condition ouvrière (voir les différentes mesures d'aide publique aux entreprises). C'est la politique que Barre appliquait déjà, que l'on a simplement parfumée à l'essence de rose. La très nette évolution vers la collaboration avec le gouvernement qui s'est produite au sein du CNPF n'est d'ailleurs pas due à un hasard fortuit : le patronat s'est très vite rendu compte que la politique des réformistes n'est certes pas une nouveauté. Mais ce phénomène, aggravé par l'entrée au gouvernement et dans les ministères de certains dirigeants, s'est allié à l'étroite collaboration patronat-gouvernement pour déboucher sur un triumvirat patronat-gouvernement-bureaucrates syndicaux dont l'efficacité quant au maintien de notre asservissement ne fait aucun doute.

Mais le pire dans cette affaire, c'est bien l'intégration accélérée des instances dirigeantes des syndicats ouvriers. La collusion entre les appareils syndicaux et les partis réformistes n'est certes pas une nouveauté. Mais ce phénomène, aggravé par l'entrée au gouvernement et dans les ministères de certains dirigeants, s'est allié à l'étroite collaboration patronat-gouvernement pour déboucher sur un triumvirat patronat-gouvernement-bureaucrates syndicaux dont l'efficacité quant au maintien de notre asservissement ne fait aucun doute.

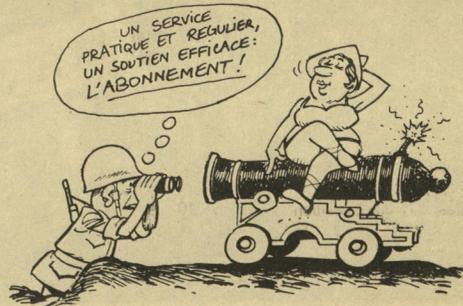
Dans cette situation désespérée, mais pourtant prévisible, l'attentisme et la lassitude se sont lentement installés dans les rangs des travailleurs. Habités depuis trop longtemps à placer leurs espoirs dans le réformisme le plus plat, coincés entre les deux termes d'une fausse alternative (droite ou gauche), ils cherchent en vain la solution de rechange qui pourrait les sortir de l'impasse. C'est sans doute cette situation qui implique, au moins en partie, le score obtenu par la droite aux dernières élections partielles. Déçus par les politiciens réformistes, le peuple se retourne déjà vers leurs frères de droite.

Et pourtant, la réalité objective de la situation est claire ! Il ne faut rien attendre des bourgeois et des gouvernements qui les représentent et les défendent, car ils se préoccupent avant tout de leurs intérêts de castes. Et pour ce faire, ils sont prêts à céder sur certains points (réforme de la justice, etc.), afin de préserver l'essentiel de l'aliénation salariale. Quant au fol espoir de débordement d'un gouvernement de gauche, mieux vaut le laisser à l'extrême-gauche : ces gens-là tolèrent tout puisqu'ils tolèrent leur propre médiocrité !

Non, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces en se battant, exploités contre exploités, sur leur propre terrain (lieu de travail et de vie) avec leurs propres armes (l'action directe) sans passer par les institutions de concertation-collaboration de classes !

Quant à nous, nos tâches sont claires ! Dès aujourd'hui, battons-nous pour imposer, par tous les moyens, les mesures susceptibles de soulager la misère du plus grand nombre et préparons, dès maintenant, le renversement du vieux monde afin de pouvoir réaliser l'égalité économique et sociale, pour l'établissement d'une véritable autogestion qui seule pourra enfin mettre fin à notre misère. Pour réaliser ce programme, il est nécessaire de construire une organisation anarchiste puissante, capable de s'opposer efficacement à la bourgeoisie et à l'Etat, afin de leur imposer les mesures immédiatement nécessaires, capable aussi de propager massivement nos propositions concrètes. Cela, c'est la tâche de tous les militants anarchistes. C'est en tout cas ce à quoi nous nous employons !

La parution hebdomadaire du *Monde libertaire* depuis plus de quatre ans, l'acquisition de notre nouvelle librairie et, aujourd'hui, l'augmentation de la pagination et l'amélioration de la présentation de notre journal, même si elles peuvent paraître dérisoires en regard de l'ampleur de la tâche, n'en constituent pas moins des étapes nécessaires.



## La Pologne, la CGT et nous

**S** l'événement international actuel est incontestablement la représentation de tout un peuple et de son organisation « Solidarité » en Pologne, il ne faut en aucun cas en oublier les répercussions dans notre propre pays, dont une des plus importantes qui est l'opposition manifestée aux prises de positions de la confédération CGT.

En effet, avec la formidable avancée des communistes depuis la révolution russe, avec leur dernière conquête en Afghanistan et le maintien de leurs anciennes conquêtes comme en Pologne (qui en doutait ?), c'est un incroyable rouleau compresseur qui s'est mis en marche vers la conquête du monde.

Si l'Europe occidentale n'est pas encore sous le joug du fascisme rouge, ses émissaires y sont bien implantés avec ses partis et ses confédérations syndicales qu'ils contrôlent.

Nous avons dit maintes fois que la solidarité envers les peuples en lutte contre la bourgeoisie passe par notre propre lutte contre notre bourgeoisie ; la solidarité réelle envers le peuple polonais, mais aussi envers tous les peuples opprimés par le marxisme, c'est bien de combattre le communisme et toutes ses sentinelles marxistes sur notre propre sol.

Le Parti communiste français doit sa longévité, son renouvellement et sa crédibilité à sa mainmise sur la CGT, depuis qu'il applique les ordres de Trotski. Parallèlement, l'anarchisme doit son déclin et son manque de crédibilité par la perte d'un de ses lieux d'expression et d'action.

S'il est prouvé, à tort, à chaque événement (56 et 68 notamment) l'affaiblissement du PCF et de la CGT, il faut bien admettre que la situation actuelle, avec la proximité des événements d'Afghanistan, du 10 mai et de Pologne, peut être différente. Cette fois-ci, le PC n'a pas eu le temps de purger et de se renouveler, et les répercussions se font sentir à la CGT.

L'opposition qui naissait chaque fois, à l'occasion de ces

événements, redisparsait, dégoûtée ou exclue, pour laisser place nette aux communistes. Cette fois-ci, l'opposition, non seulement n'a pas le temps de disparaître, mais s'accroît jusqu'à toucher fédérations, syndicats nationaux et départementaux, unions locales et sections syndicales, échappant ainsi aux oppositions feutrées de la commission exécutive.

Mais si cette opposition est devenue massive, hors d'un cantonnement de salon, c'est aussi grâce à une volonté militante, notamment du Syndicat des Correcteurs, sans laquelle elle n'aurait pas existé à tous les niveaux du fédéralisme encore existant.

Cette opposition est bien sûr multiforme : socialistes, communistes dissidents ou réalistes, trotskistes, syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes et d'autres sans appartenance particulière.

Bien sûr, le Parti socialiste ne cherche qu'à renforcer son pouvoir dans toute la société ; bien sûr, les communistes dissidents sont ceux qui refusent de subir le sort qu'ils ont fait subir aux dissidents d'avant ; bien sûr, les communistes réalistes ne voient que le fait d'une baisse des effectifs due à une politique « suicidaire » de la CE ; bien sûr, les trotskistes ne sont que de petits communistes voulant remplacer les gros, sur le chemin du « vieux » (Trotski) ayant inventé, bien avant Mussoïni, Hitler et Jaruzelski, la militarisation des syndicats avant d'aller massacrer le peuple de Kronstadt et d'Ukraine.

Mais la brèche est ouverte, avec aussi des sans-partis, des syndicalistes et des anarchistes qui ne sont pas en quantité négligeable, et cela ouvre la porte à la remise en question de la suprématie des communistes dans la confédération.

Cependant, si l'on ne veut pas que cette opposition redisparsisse ou ne devienne dirigée par un autre parti politique, si l'on ne veut pas qu'une masse de militants déserte le combat syndical dans leur confédération

pour démissionner du combat social ou pour entrer dans d'autres confédérations où ils se heurteront à d'autres partis, cléricaux ou réformistes, il faut un but ; il faut une idée.

Nous ne pouvons que souhaiter le retour aux sources de la CGT, avec une organisation fédéraliste, l'action directe comme moyen et avec en plus la société anarchiste comme but. Si ce n'est pas pour tout de suite, ou si c'est impossible et qu'il faut créer une autre confédération à finalité libertaire, il est par contre possible de se battre contre l'emprise des partis politiques (de masse ou groupusculaires), contre les médias politiques des maires, députés et ministres, sur la base même des statuts et des décisions du 40<sup>e</sup> congrès, pour l'autonomie des unions locales et des syndicats, pour la solidarité envers les peuples et syndicalistes réprimés dans quelque pays que ce soit.

Si le prochain congrès risque de ne pas amener grand-chose, encore qu'il faille le préparer, il est possible de se coordonner en imposant le fédéralisme sur des bases anti-politiciennes et d'action directe, pour une société sans classe et sans Etat.

Les anarcho-syndicalistes de la CGT ne se sont jamais tus et ont toujours combattu pour nos principes, mais il s'agit maintenant de regrouper du monde autour de nos principes, en les déclarant comme tels, et d'éloigner un maximum de gens-des politiciens socialistes, communistes et trotskistes.

C'est à ce prix que les anarchistes pourront apporter leur solidarité aux Polonais ; c'est aussi à ce prix qu'ils pourront lutter avec les travailleurs pour l'aboutissement de leurs revendications et pour la construction d'une société anarchiste.

Il n'y a pas de grand soir ; il n'y a pas d'événements inévitables, il n'y a pas d'impossibilités ; il n'y a rien de perdu à l'avance : tout est affaire de volonté présente et à venir.

Groupe Malatesta



### Structures CGT ayant manifesté leur opposition au diktat du bureau confédéral (liste incomplète...)

- 5 FÉDÉRATIONS :
  - Fédération des Finances ;
  - Fédération du spectacle ;
  - Fédération du personnel pénitentiaire ;
  - Fédération des officiers et capitaines de la marine marchande ;
  - Fédération des syndicats maritimes.
- 24 SYNDICATS NATIONAUX :
  - Syndicat national de l'ONIC ;
  - Syndicat national du personnel du ministère de l'Industrie ;
  - Syndicat national du ministère des Anciens Combattants ;
  - Syndicat national du personnel de l'INSEE ;
  - Syndicat national des agents des Impôts ;
  - Syndicat national des agents de douanes ;
  - Syndicat national de la Radio-Télévision ;
  - Syndicat national des techniciens de la production cinématographique et de la télévision ;
  - Syndicat national des journalistes ;
  - Syndicat général des personnels de l'Éducation nationale ;
  - Syndicat national des Relations extérieures ;
  - Syndicat national des artistes musiciens ;
  - Syndicat français des réalisateurs de télévision ;
  - Syndicat des personnels du Premier ministre ;
  - Syndicat national du Trésor ;
  - Syndicat national de la concurrence et de la consommation ;
  - Syndicat national de l'Institut national des statistiques ;
  - Syndicat de l'Imprimerie nationale - UGFF ;
  - Syndicat national du personnel de l'INRA ;
  - Syndicat national des cadres et ingénieurs de la métallurgie ;
  - Syndicat national des employés, cadres et techniciens de la publicité ;
  - Syndicat français des artistes interprètes ;
  - Syndicat national du Centre français du commerce extérieur.

- 30 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES.
- 8 UNIONS LOCALES
- 26 SYNDICATS ET SECTIONS D'ENTREPRISE.
- 30 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES (EDF-GDF).
- 31 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES (PII) ;
- 20 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES (transport).
- 26 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES (communaux, pompiers et préfectures).
- 31 SYNDICATS ET STRUCTURES DÉPARTEMENTALES DE L'AGRICULTURE.
- 29 SYNDICATS ET FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES DU LIVRE. (etc.)

## Ouverture de la chasse à la CGT ?

« **N**OUS assistons, dans notre corporation, à des manœuvres sous-jacentes d'éléments qui, ce n'est pas nouveau, font tout ce qui est en leur pouvoir pour affaiblir la CGT. Notamment au sein du Syndicat des Correcteurs, ils avaient déjà, dans le passé, été porteurs de tentatives de scission. Ils se défendent certainement de poursuivre un tel objectif ; ils se contentent de créer et de participer à un comité « parallèle » (...), de soutien, et font souscrire en faveur de Solidarité. On peut se demander à quoi servira cet argent, à quel courant de ce syndicat il sera remis ?... »

Diabole ! qui porte ainsi l'anathème sur les « vilains non alignés » dans la CGT ? Tout simplement « camarades, frères de combat et d'espérance » (sic) ! le journal d'une cellule du PC et de la SGP, autrement dit l'imprimerie qui confectionne *L'Humanité*. Traitant exclusivement de la Pologne, le journal distribue les bons points, « les communistes expriment leur satisfaction de voir que la CGT a une attitude digne et responsable » (resic), et dénonce les éléments déstabilisateurs de la CGT qui se trouveraient « au sein » de la confédération.

Décidemment, c'est une manie ! Quand il y a des problèmes à la CGT, Krazucki y répond dans *L'Humanité* en tapant sur le PS et là un parti politique s'ingère dans les affaires intérieures de la CGT ! Leur démarche est typique, au lieu de s'exprimer en tant que travailleurs syndiqués, ils emploient le journal

d'une organisation inter-classe...

Nous, anarcho-syndicalistes, on croyait un peu « naïvement » que les différents syndicaux se réglaient au sein des instances syndicales. A moins que le jeu ne soit plus subtil.

Les statuts de la CGT reconnaissent aux syndicats le choix de ne pas être d'accord avec le bureau confédéral et de le faire savoir. Le Syndicat CGT des correcteurs, le Syndicat de l'ONIC, celui de l'INSEE et d'autres sont donc en accord avec les statuts de la CGT.

L'attaque doit donc venir de l'extérieur, puisque les rouages confédéraux grincent ! A moins que cette interprétation soit tendancieuse et que ces attaques doivent être considérées comme une « bévue » de camarades éternés...

Alors, début d'une chasse aux sorcières, le parti dirigeant désignant les têtes à abattre, ou accident de parcours de communistes défendant leur blockhaus ? Le fait que les instances confédérales n'aient officiellement rien décidé (à part quelques déclarations générales de Krazu) au point de vue sanctions, montre que les permanents de Lafayette ne sentent pas le vent dans leurs voiles. Alors, on fait intervenir l'avant-garde éclairée ! Mais de plus en plus de syndiqués veulent décider eux-mêmes des positions de la CGT. Le problème de la Pologne et ses implications animent le débat, au détriment des bureaucraties politiques. Ça branle dans la manche !

J.-P. GERMAIN

Gauche-droite

## Quelle frontière ?

L'HEURE est au bilan. Chacun s'interroge. Quelle voie vont suivre le gouvernement et le Parlement ? La réactualisation des nationalisations, le très bon score réalisé par les candidats de la droite aux dernières élections partielles reposent en termes clairs la volonté gouvernementale de répondre aux vœux d'un électrorat de gauche ou à satisfaire les propositions de ses adversaires politiques.

Il est indéniable que ce n'est pas un raz-de-marée de gauche qui a porté le Parti socialiste au pouvoir, mais un ras-le-bol général qui a transformé le candidat de gauche en candidat anti-Giscard. L'enlèvement de « l'ancien pouvoir » dans une politique de plus en plus réactionnaire, tant sur le plan politique (restriction des libertés, le rôle accru des forces de l'ordre, les attaques aux droits civils et syndicaux) que sur le plan économique et social (blocage des grèves, l'influence de plus en plus importante des patrons, les aides sociales diminuées, etc.) a été un des facteurs prédominants dans la victoire de la gauche.

L'euphorie est passée, patiemment, les travailleurs ont observé le nouveau pouvoir, lui ont offert toutes les possibilités d'appliquer le programme pour lequel il avait été élu. Les partis de gauche ont en effet le monopole des pouvoirs tant législatifs (ils sont majoritaires à l'Assemblée) que syndicaux (ils dirigent les centrales ouvrières les plus représentatives). Voici quelques mois que « les représentants de la classe ouvrière » au pouvoir auraient dû rompre avec l'héritage laissé par les anciens gouvernements, mais, comme Sœur Anne, nous ne voyons rien venir. Ou plutôt si, quelques retouches effaçant les injustices les plus criantes et une main tendue au patronat qui se traduit, dans les faits, par une falsification évidente :

- de l'esprit même des nationalisations ;
- d'une amélioration de nos conditions de travail ;
- d'un abaissement du chômage, etc.

Tout comme dans le passé, les dirigeants socialistes et communistes mènent une politique de droite en ayant un électrorat de gauche. Une fois portés au pouvoir sur la prise en compte de revendications unitaires et réelles, ces responsables éclairés mènent la politique de leurs prédécesseurs. Les âmes simples s'interrogent : pourquoi existe-t-il toujours cette division gauche-droite quand, sur le fond, toutes deux ont les mêmes aspirations : protéger les intérêts des patrons ?

Le gouvernement Mauroy d'ailleurs, pour appliquer une politique non partagée par ses adversaires, utilise les mêmes ficelles, ne respectant pas les règles du jeu de la démocratie

dont il se réclame : les ordonnances, les votes bloqués. L'avantage qu'a un gouvernement de gauche sur la droite, c'est qu'il peut assurer pleinement une politique de collaboration de classes avec les centrales syndicales et les partis politiques en se protégeant ainsi du concert de protestations qui suivrait toute mesure gouvernementale ne répondant pas aux aspirations et revendications essentielles des travailleurs. Les directions syndicales ont répondu présent : les uns sont entrés immédiatement au gouvernement (tel Henry, ex-ministre de la FEN), ont obtenu des portefeuilles ministériels ou des postes de responsabilité dans les ministères et administrations.

Chacun se jette sur le gâteau. La collaboration de classes devient un préalable à toute négociation, et nous assistons à une danse macabre de « nos responsables » sur les revendications ouvrières (temps de travail, conditions de travail, frein au chômage) : ce sont les centrales syndicales et ministères qui proposent et préparent conjointement les dossiers sociaux. Bien avant que s'ouvre toute négociation, les dirigeants syndicaux ont eu entre les mains les propositions de l'Etat ou du patronat et ont donné leur accord.

En définitive, nous pouvons dire qu'aujourd'hui les négociations sociales sont en passe de devenir de simples chambres d'enregistrement des décisions prises par « la gauche » (exception faite peut-être pour les négociations par branches ; mais les aspirations des travailleurs concernés se trouvent de toute façon bloquées par le corporatisme et la spécificité de ces négociations). Le gouvernement, aidé par les syndicats et le patronat, a le mérite de préparer une paix sociale : l'électrorat de droite peut lui donner le tableau d'honneur. La gauche est bien l'héritière des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, elle entérine les jeux de la démocratie parlementaire : gommant les injustices trop criantes, ayant toujours le sourire aux lèvres, jouant à fond l'étiquette du « nous devons assumer un passé qui n'est pas le nôtre, nous devons être vigilants vis-à-vis de la droite », laissant toujours ouvertes les portes des ministères, forçant celles du CNPF, elle représente le meilleur garant pour faire payer aux travailleurs la note de la crise économique de plus en plus dure. Et nous ne voyons pas pourquoi gauche et droite ne poursuivraient pas ce petit jeu. A moins que nous y mettions notre nez, renversions la vapeur et jetions les cartes, non plus sur le terrain parlementaire et légal, mais sur celui de la lutte des classes, de la satisfaction de nos revendications (les 35 heures, l'amélioration de nos conditions de travail...)

Thyde ROSELL

## UN TOUR DE PASSE-PASSE

REPRENONS en quelques mots le programme socialiste qui a conduit le PS au gouvernement, ce qu'en a fait le gouvernement Mauroy et quelles ont été et demeurent les aspirations et revendications appelant ces divers projets.

• Justice :  
Abolition de la peine de mort : aucune modification sérieuse des conditions de vie des prisonniers, aucune refonte des

permettre au patron de ne pas payer les assurances sociales, etc.

• Armée :  
Le droit de s'organiser dans l'armée, celui de refuser le service militaire, l'insoumission ou l'objection de conscience ne sont toujours pas des droits et appartiennent au domaine de la clandestinité ; les antimilitaristes encourent tou-

jours des peines d'emprisonnement. Quant au service militaire ou civil à six mois, il est remis aux calendes grecques : engagez-vous, cela fera moins de chômeurs !

• Les droits sociaux :  
L'atteinte à la propriété n'est pas de mise, le propriétaire a une voix prépondérante sur celle de son locataire ; les syndicats de locataires ne peuvent toujours pas s'opposer totalement à l'augmentation abusive des loyers ou des charges.

Les associations de consommateurs sont des ersatz d'organismes sociaux assumant correctement leurs droits et devoirs. Les travailleurs immigrés, malgré une nette amélioration de leur position légale, demeurent des « étrangers ».

La femme est un être à part, ne peut pas avorter gratuitement (les mineures et migrantes n'ont même pas les mêmes droits que les « autres femmes »). Le salaire ménager ne reconnaît pas à la femme au foyer la valeur de son travail. Le travail à temps partiel demeure une exploitation importante et une oppression spécifique du patronat sur les femmes et les hommes le demandant (sans parler de la traite des esclaves que font les boîtes d'intérim).

Nous ne pouvons pas reprendre dans leur totalité la liste des revendications qui ont amené la gauche au pouvoir. Mais le survol rapide de certaines d'entre elles nous montre bien qu'il est un monde entre le programme électoral et son application immédiate. Nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement obéissant avant tout aux intérêts du capital. Ce n'est pas à partir d'un programme électoral que débouchent nos aspirations, mais bien de nos propres luttes



jours des peines d'emprisonnement. Quant au service militaire ou civil à six mois, il est remis aux calendes grecques : engagez-vous, cela fera moins de chômeurs !

• Ecole :  
Abrogation des décrets interdisant le droit de grève aux directeurs d'écoles : l'auxiliaire en partie supprimé dans le primaire, des classes non fermées, mais l'école pour tous n'est pas pour demain. Les 25 élèves par classe ne sont pas prévus au budget de l'Education nationale. La nationalisation laïque de l'enseignement privé n'est pas acquise, d'ailleurs les députés de gauche ont voté au dernier budget une aide accrue à l'école privée et n'ont pas abrogé les lois anti-laïques.

• Nucléaire-écologie :  
Fermeture ou mise au rancard de projet de construction de centrale : ayant drainé un mécontentement populaire massif (ex. Plogoff).

La continuité du programme EDF qui met les élus socialistes en contradiction avec leur langage passé et ne leur fait pas respecter les prises de position des populations locales.

• Nationalisation :  
L'indemnisation des actionnaires est telle que ce sont les travailleurs qui payeront la note, la vie interne de ces entreprises ne s'est pas transformée sur le fond, les sociétés qu'ils devaient nationaliser ne l'ont pas été.

• Fiscalité :  
L'impôt sur la fortune a été complètement dévoyé, en attendant, plus de justice fiscale, c'est toujours pour demain. Les taxes patronales sont peu importantes et reviennent autant au bénéfice de l'Etat que des chambres patronales (la formation continue prise en charge par des organismes privés, l'existence des CFA). Les taxes indirectes continuent à combler les déficits budgétaires de l'Etat et payent en partie les aides au patronat (salaire des apprentis, aide fiscale, etc.). Le déficit de la Sécurité sociale entre dans ce sujet et nous voyons nos cotisations augmenter de 1% pour



• Droits des travailleurs :  
Les 35 heures ne sont pas au goût des patrons. Mauroy ne « prône pas l'apologie de la paresse. » Seule la cinquième

et sur un terrain qui les le nôtre : l'entreprise, le quartier, et non les Parlements et les ministères.

Christine TESSIER

un soutien : l'abonnement

## L'ETAT DE L'ETAT

**A** La suite du triomphe électoral des socialistes, on serait tenté d'analyser la vie sociale et politique de la France en termes nouveaux. Les choses vont changer. Des nouvelles lois vont être votées. Le libéralisme des idées et le progrès social vont aller de paire avec l'épanouissement des individus dans un hexagone enfin « libéré » de l'occupant giscardien.

C'est en tout cas ce que beaucoup ont pensé et que beaucoup pensent (ou espèrent — c'est déjà un pas vers un peu plus de scepticisme et de clairvoyance —) encore, contre toute logique.

Les libertaires savent bien sûr depuis toujours qu'ils n'ont rien à attendre, sur le fond, de la promotion électorale de Mitterrand. Mais tout le monde n'est pas libertaire. — Ah ! Bon ! Tiens ! comme c'est bizarre ! J'aurais pourtant cru...

### De l'Etat-Charybde à l'Etat Scylla

Evidemment, des choses ont été faites, que les nouveaux bien-pensants du « nouvel » Etat peuvent fort opportunément nous jeter à la face. Ne nous laissons donc pas et reconnaissons volontiers que la peine de mort a été supprimée ; que la télévision est un peu moins conne (bien qu'on ait conservé Morousy ou Maurouy — je ne sais trop), que les QHS se sont vidés, encore qu'ils soient toujours là, prêts à fonctionner ; que les radios libres sont un peu plus libres : qu'on s'apprête à voter une loi un peu plus favorable (pardon !), un peu

moins défavorable aux locataires, etc. Tout cela est vrai. Et il n'est pas déplaisant de l'écrire.

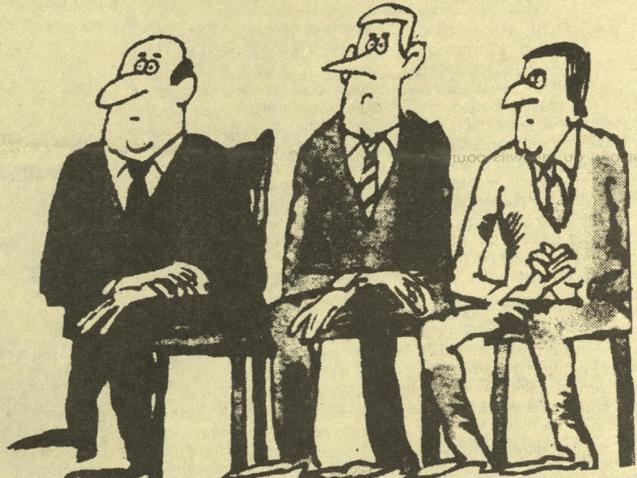
J'ai bien entendu, pas plus tard que ce soir sur FR3, un nommé Dreyfus, écrivain et journaliste au *Dauphiné libéré*, assurer par deux fois de façon péremptoire qu'un dangereux terroriste du nom de Bakounine était partisan de l'action pour l'action, de supprimer la vie pour supprimer la vie, sans qu'aucune des personnes présentes ne relève cette bonne plaisanterie. Mais ce n'est, bien entendu, qu'un avatar dans la nouvelle histoire de France socialiste qui se déroule sous nos yeux. Disons que du niveau de la socquette, la télévision est passée à celui de la chaussette, et n'en parlons plus.

Bien plus édifiant est de savoir ce qui a réellement changé dans le fonctionnement démocratique de notre société. De ce point de vue, il ne me paraît pas tout à fait inutile d'évoquer au moins deux exemples.

Le premier me touche de près. Sitôt la nomination du gouvernement socialiste de transition, j'écrivais à Maurice Faure pour lui indiquer que je me tenais à sa disposition pour suggérer des moyens propres à diminuer grandement ce qu'on peut appeler la délinquance alimentaire. J'ai alors été reçu par un attaché de cabinet que j'ai mis en garde à peu près en ces termes : « Vous allez relâcher environ 6 000 détenus. D'accord. Mais si vous le faites sans qu'il soit prévu de

moyens pour les intégrer pleinement dans votre « nouvelle société », non seulement vous courrez à un échec, mais en plus vous allez renforcer l'opinion publique dans l'idée que les détenus ne sont bons qu'à vivre en prison, puisque, aussitôt libérés, ils s'empressent de récidiver. »

ma proposition, laquelle, cette fois, est demeurée sans suite. Pas même un accusé de réception. J'en ai conclu que je suis aujourd'hui, au regard de la gauche, aussi emmerdeur que je l'étais hier aux yeux de la droite. Un coup à me faire bouter !



On m'a écouté, mais on ne m'a visiblement pas entendu.

Lorsque Badinter a remplacé Faure à la Chancellerie, j'ai bien entendu réitéré

Notons tout de même au passage que Peyrefitte, en son temps, m'avait accordé, ainsi qu'à deux compagnons, un entretien de plus d'une heure. Il ne nous

## LA TÉLÉVISION : QUEL CHANGEMENT ?

**U** NE bonne méthode pour persuader un auditoire consiste à causer dans le poste plus souvent et plus longtemps que son adversaire. Là, rien n'a changé depuis le 10 mai : la nouvelle majorité y apparaît largement autant, quoique d'une manière beaucoup plus subtile, que l'ancienne à son époque. Rien d'étonnant, c'est de bonne guerre.

Une autre méthode, plus insidieuse et beaucoup plus fructueuse, est d'utiliser des professionnels qui, sous couvert d'impartialité, feront passer le « bon » message au populo. La droite avait tellement tiré cette ficelle que l'information télévisée était devenue de suspecte carrément manipulée. C'était une telle évidence que le public, toutes tendances confondues, le disait ouvertement. Au bout du compte, cette méfiance envers les médias engendrait un retour de manivelle : même une information politique exacte devenait douteuse. Il fallait donc revoir ce système.

### Ôte-toi de là

Pour contrôler l'information le plus efficacement possible, comme c'est sa logique, le nouveau pouvoir a eu plusieurs solutions : la plus simple, par exemple, était de remplacer Elkabach, chanteur de la droite, par un zélateur de la gauche. On retombait vite dans le cas inopérant décrit plus haut. Remplacer Elkabach, c'était inévitable, mais pas comme ça.

Alors les socialistes rusèrent. On trouve dans la réorganisation des médias la patte renardière de Mitterrand. Fillioud, le ministre de tutelle, étant incapable de ruser si loin. Car bien que les changements ne soient actuellement ni probants ni directement

visibles, une telle réforme en profondeur du système ne donnera ses résultats qu'à la fin de l'année. Il va de soi que ce changement ne touchera évidemment pas à la partialité de l'information, toujours orientée sur le fond. Mais la forme sera nouvelle : les socialistes ont trouvé la sauce adéquate pour faire avaler le poisson.

D'abord les dirigeants : à la place des habituels « grands commis de l'Etat », énarques et autres inspecteurs des finances de droite, le pouvoir n'a pas mis leurs petits frères de gauche. Au con-

ne droitier. Pour Antenne 2 : Desgraupes, Pasteur, Sylvia Montfort (à la culture, ça va être gai...), Noël Copin. Au conseil des programmes, une brochette de « gauche » : Conchon, Cornec, Nicole Courcel, François Périer. Deux cas à part : Bernard Pivot l'indéracinable et Michel Berger, le chanteur-pianiste de bouc qui en profite pour soigner sa pub. A FR3 : Guy Thomas, Maurice Seveno, Claude Villers, Serge Moati.

Mis à part quelques hiatus, ce sont tous de bons professionnels et leur nomination n'a pas

chez Castel et Polac. innove avec une recette éculée. Les exclus de Mai 68 reviennent, tel Jean Bardin. Mais ce sont de vieux porteurs de carte PS, alors...

### Ma culture n'est pas la tienne, et réciproquement

Le changement de forme se manifestera aussi parce que gauche et droite ont deux conceptions différentes du « populaire ». La droite a toujours suivi le phénomène de la plus grande pente : les sondages plébiscitent Guy Lux ? Donc le populaire veut des « guyluxçonneries » et je lui en donne. Et au passage, plus j'endors, mieux c'est. La gauche elle s'est auto-persuadée qu'elle incarne des valeurs telle que la vraie culture populaire. Nous verrons donc des dramatiques sociales, espèces de sous-Zola du 20<sup>e</sup> siècle, tournées par des vieux stals PC comme Raoul Sangla. Françoise Malet-Jocrisse va nous enculturer à l'exemple des textes merveilleux qu'elle pond pour Marie-Paule Belle et Sylvia Montfort, chevalière à la triste figure, fera découvrir au prolo la culture absconce.

### Nulle et culturelle sont dans un bateau. Qu'est-ce qui reste ?

La télé sous Giscard avait au moins un avantage : elle était nulle totalement et crapuleusement. On le savait et, à part quelques exceptions pour confirmer la règle, seul ce qu'elle ne touchait pas, c'est-à-dire les films, valait la peine d'ouvrir le bouton. La télé de Mitterrand sera culturelle et chiant, ouverte sur ce fameux monde du travail que pas un seul de ces beaux messieurs ne connaît. D'ailleurs, les déclarations de Jack Lang, vexé comme un pou d'être dépossé-

dé de ce jouet, sont significatives : *l'estime que le Parlement et le gouvernement doivent imposer, je dis bien imposer, aux directeurs des chaînes des obligations précises et leur rappeler qu'ils ne sont pas seulement au service de leurs idées personnelles, mais du développement culturel et intellectuel de l'ensemble du pays... Les directeurs ne peuvent pas être au-dessus des lois et du projet culturel d'un pays... On croirait entendre Pompidou.*

L'ouvrier aura donc droit à sa culture ou plutôt à la culture que l'on pense faite pour lui. Pas n'importe quoi, attention ! La prostitution des enfants de Manille, par exemple, c'est pour les intellectuels gauchisants ou les bourgeois dépravés. Quant on sait comment fonctionne la culture de gauche dans certaines MJC et comment fonctionne l'information à *L'Humanité* ou au *Matin de Paris* (appelé *La Pravda* par Radio-Libertaire), quand on connaît la position des communistes sur la drogue ou les immigrés, il n'y a pas à chercher de réponse.

Que la gauche était belle sous Giscard ! Noble et généreuse, elle voulait récompenser l'effort humain et placer le destin de l'homme un peu plus haut. Que voyons-nous ? La prise en main des moyens de communication, le lèchement de bottes des ganaches par Hérnu, des reculades piteuses devant les riches, un président qui assiste à l'accouplement d'une royauté d'un autre âge couverte de sang irlandais, un ministre de la Propagande qui sonne les journalistes comme des garçons de courses.

Voilà le changement.

J.-J. JULIEN



AFP

traire, il a nommé ou conforté des hommes de terrain dont la valeur professionnelle reconvenue impose le respect et donne une sorte de garantie de qualité. André Harris, Françoise Mallet-Joris, Jean-Denis Bredin, Molinaro, Santelli, Bouteiller à TFI sont de sensibilité « gauche ». Cavada, Bernadac, Toulouse, Honorin soit ont pris un virage avec révision (pas trop déchirant, n'ayez crainte) soit seront progressivement remerciés en cas d'échi-

soulevé de murmures. Ça, c'est la partie visible du glaçon. En effet, si les « hommes de décision » ont une importance certaine, il ne faut pas négliger les petits qui, sur le terrain, peuvent orienter soit selon leurs désirs (s'ils sont de gauche) soit dans le sens du vent dominant (s'ils veulent garder leur grade de cheffailon). Drucker fait dans le social maintenant. Coliaro découvre la lutte des classes dans le fond des verres de

# L'ETAT DE L'ETAT (suite)

avait pas davantage entendus. Mais au moins avait-il fait semblant d'écouter lui-même et non par délégation. De quoi s'interroger ! A moins qu'on ne sache de longue date que Scylla n'a jamais été opposé à Charybde qu'en apparence.

### Je vote pour

De façon beaucoup plus récente, il me paraît bon d'évoquer l'affaire du Conseil constitutionnel qui vient de rejeter le texte de loi concernant les nationalisations.

Voilà neuf personnages qui, par un vote secret, décident royalement de ce qui est bon ou mauvais pour le pays. Je ne m'attendrai pas sur la question en l'abordant sous l'angle duquel les partis (tous soumis à l'idéologie ambiante) l'ont déjà fait. Les uns étant pour, les autres contre ce « neuviumvirat ».

De ce point de vue, si j'avais à ajouter quelque chose, je dirais que ces « sages » avaient à se prononcer sur la légalité ou non des nationalisations envisagées et non à décider du montant de l'indemnisation à verser. Ceci relevant d'un simple calcul à la portée du premier comptable venu. Pas besoin de se réunir à neuf.

Au-delà donc de ce qu'on pourrait encore trouver à critiquer dans cette décision, ce qu'il me semble intéressant de retenir, c'est le caractère pernicieux et anti-démocratique d'une désignation ou d'une élection de type irrévocable.

Comment un pays démocratique fondant sa politique sur un peuple prétendument souverain peut-il justifier qu'une fois placé dans une position de pouvoir ou de représentativité, un individu puisse imposer n'importe quoi à l'immense majorité qui l'a désigné sans avoir à répondre de ces actes sur le champ ?

Cette conception quasi régaliennne de la démocratie ne devrait-elle pas heurter, à défaut de conscience, au moins la logique de tout citoyen un tant soit peu sérieux ?

Là en fait se pose le véritable problème de l'Etat. Il ne s'impose arbitrairement à nous que par abus de légitimité de la part de ceux que nous avons mandatés pour nous représenter et pour le servir.

Destituables à tout moment, les individus que nous aurions désignés par la précarité de leur représentativité, dissoudraient du même coup, en partie au moins, le pouvoir arbitraire, illégitime et permanent de l'Etat, sur lequel ils s'appuient eux-mêmes pour s'imposer à nous, en apparence à tour de rôle, mais toujours de façon continue et irrévocable.

Je crois pour ma part que bien des gens, qui s'ignorent libertaires, sont sensibles à ce genre de propos. Nombreux sont les électeurs qui digèrent mal l'abus de confiance dont leurs votes font l'objet. Et sans doute en faudrait-il peu pour les inciter à admettre que le seul remède

serait d'imposer aux « élus » le risque d'une révocabilité permanente.

Responsabiliser « nos » mandataires dans tous les actes de leur vie quoti-

voit pour autant se profiler à l'horizon le spectre de l'anarchie.

J'ose penser que l'état de l'Etat commencerait à s'en ressentir. Que tous les



AFP

que n'est évidemment pas la panacée, mais l'idée comporte au moins l'avantage de pouvoir être présentée comme une moralisation de la politique, sans qu'on

élus soient destituables à tout instant. Je vote pour. Et toi ?

Serge Livrozet

## Constitution, nationalisations, élections : pièges à cons !

**R**EGARDER l'ouvrier la gauche au pouvoir parmi les écueils placés par la droite pour empêcher le capitalisme libéral de verser dans l'ornière socialiste, ne manque pas de sel ! Convenons d'ailleurs que dans ce domaine nous avons été gâtés ces derniers temps. Les élections partielles, puis le rejet par le Conseil constitutionnel de certains articles, judicieusement choisis, de la loi sur les nationalisations, ont clairement défini les limites des changements que l'on pouvait espérer de la « force tranquille ».

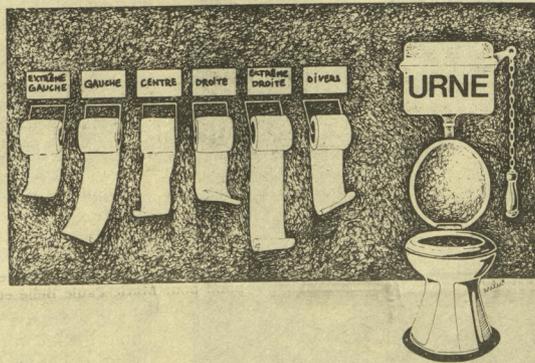
Les quatre élections partielles qui se sont déroulées la semaine dernière ont été un coup de pied au cul pour le pouvoir en place, et Mauroy l'a sportivement reconnu. Le moyen de faire autrement d'ailleurs ? La presse a cherché les raisons de ce revirement inattendu ? Pour certains, le gouvernement a imposé des changements trop rapides que l'électorat a mal digérés, pour d'autre ce changement dans la continuité n'a pas été convainquant et ils se sont abstenus en signe de mécontentement. On a également souligné que ces quatre circonscriptions étaient traditionnellement de droite et n'avaient été gagnées par la gauche que de justesse, encore que cette fois-ci les candidats de droite aient été élus au premier tour avec des pourcentages de voix confortables. En vérité, c'est autre part qu'il faut chercher les raisons de ces oscillations du fléau électoral... dans les réflexes que la société capitaliste libérale impose, quelles que soient ses préférences, à la partie la moins politisée de ses citoyens.

Dans le cadre de la société capitaliste et quel que soit le résultat, les élections reposent

sur un malentendu profond ! Le citoyen en attend une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui nécessite une transformation profonde du système économique alors qu'il exige une continuité tranquillissante dans les comportements, les morales et les structures dans lesquelles il baigne depuis son enfance. Il refuse toute « aventure » qui pourrait troubler sa quiétude, tout en exigeant les élections fortes et les avantages des

des rejets devant tout changement étranger à sa doctrine fondamentale. Ce citoyen, le socialisme à la fois l'attire et l'inqûète ! Les jours d'élections, on lui lâche parfois la main en bombant la poitrine, pour le rattraper aussitôt en serrant les fesses. Il en est ainsi de toute éternité.

C'est l'attitude du citoyen issu du milieu où il barbotte qui transforme toute élection en impasse ! Ce n'est pas par hasard



bouleversements. Il vit son projet de transformation, comme au cinéma le cul dans son fauteuil, il avale sa ration d'aventures. Il vote à gauche pour grossir ses « avantages », il vote à droite pour empêcher qu'on bouleverse ses habitudes. Le citoyen pas encore politisé et qui fait l'appoint indispensable dans cette société de pantoufflards est un personnage craintif, vétilleux et ignorant. Il n'a pas encore compris qu'à son niveau il n'était rien d'autre que le reflet de la société capitaliste libérale et que cette société de classes ne pouvait qu'avoir

si depuis le début de ce siècle aucune majorité de gauche n'a pu aller jusqu'au bout de son mandat. Toutes ont été grignotées par la bourgeoisie qui a réussi à conditionner le citoyen pas encore engagé dans la politique aux nécessités de la survie du capitalisme libéral. Il en sera encore ainsi cette fois-ci et jusqu'à ce que la détérioration de l'économie soit telle que les hommes en colère cassent le système et construisent une société différente où les comportements, la morale et les structures soient socialistes et libertaires.

La classe dirigeante connaît bien tous les avantages qu'elle peut retirer d'une constitution forgée par elle, pour assurer la survie de la société capitaliste, quels que soient les aléas électoraux. Elle vient une nouvelle fois de le démontrer en poussant sur le devant de la scène les neufs potiches qui constituent le Conseil constitutionnel, gardiens vigilants d'une Constitution qui protège la société en place. Naturellement, un conflit entre ce Conseil constitutionnel et le gouvernement pourrait provoquer des remous qui poseraient un problème de société ! Qui trancherait alors, au cours d'élections, sinon ce citoyen dont je signalais plus haut le comportement et qui forme l'appoint de toute majorité dans le pays. La Constitution est une prime au système économique en place et seul un effort révolutionnaire gigantesque pourrait les balayer tous les deux.

Mitterrand comme Mauroy ont bien compris l'impasse où ils se trouvent et ils ont cédé devant les neuf ploutocrates qui viennent d'imposer une rallonge aux indemnités des porteurs d'actions de sociétés nationalisables, dans le but d'une part d'arrondir leur magot qui seront ensuite réinvestis dans d'autres entreprises aux profits bien juteux, et d'autre part de soulever un malaise dans le pays ; et à partir de ces magouilles d'amorcer un retournement électoral en se servant des états d'âmes de quelques centaines de milliers d'abrutis qui font et défont les majorités. Frais moulus de leur circonscription, les députés socialistes ont bien vu le piège où la droite les poussait ! Dans un premier temps, ils ont rué dans les bran-

cards, mais ils finirent par céder aux pressions « amicales » de leur gouvernement, même si certains d'entre eux ne sont pas encore complètement intégrés dans la souricière parlementaire. mais faisons-leur confiance, cela viendra.

Il s'agit naturellement d'un exemple, car même si les nationalisations s'étaient déroulées sans incidents, elles laisseraient le système économique en place : les travailleurs ne faisant que changer de patrons. Les pressions qu'elles permettraient au gouvernement ne pourraient s'exercer que dans le maintien du capitalisme libéral garanti par la Constitution, que neuf octogénaires bouffés aux mines sont chargés de protéger.

Constitution, nationalisations, élections : pièges à cons ! Les élections avec le système parlementaire qui en est le fruit ne peuvent rien changer au profit économique du pays car celui-ci est garanti par la Constitution, les nationalisations ne pouvant modifier que les équilibres et les clans bénéficiaires d'une société immuable. C'est tout à fait clair, et on a vu en Angleterre, par exemple, les conservateurs et les travaillistes alterner, nationaliser et dénationaliser sans que les rapports de classes changent !

Même si cela doit écorcher de chastes oreilles qui se veulent dans le vent, dans le cadre de l'économie capitaliste, aucune transformation sérieuse ne peut voir le jour. Une seule solution, la révolution sociale avec son cortège de tumultes ou alors le piétinement auquel nous assistons et qui nous donne l'impression de courir sur place.

Maurice JOYEUX

## Droits nouveaux des travailleurs...



**L**e nouveau gouvernement n'a pas l'intention de remettre en cause le libéralisme dans le domaine des relations sociales. Il cherche simplement à renforcer le mécanisme de la politique contractuelle en étendant et en modifiant les conventions collectives.

L'action du gouvernement se borne donc à deux aspects : maintenir les droits existants pour les travailleurs et accorder quelques faveurs aux bureaucraties syndicales qui sont pour le moment son plus sûr soutien. Il est à peu près certain que ni FO ni la CGC n'envisagent sérieusement de recourir à des actions dures contre le pouvoir. Les aménagements décidés sont bien destinés à satisfaire largement la CGT et la CFDT qui pourraient être tentées d'exiger un progrès social plus rapide. En clair, il s'agit, pour acheter la paix sociale, de permettre à ces deux confédérations de s'inscrire plus nettement dans les mécanismes de concertation et de les amener insensiblement à participer à la gestion de la crise, ce que ni Maire Ni Séguyn ne sont prêts à refuser.

## EXTENSION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

Les conventions collectives ne seront donc applicables que si elles ont recueilli la signature d'organisations syndicales représentant au moins 50% des voix aux élections professionnelles. Cette mesure, assortie à l'obligation pour les patrons de négocier du moins une fois par an, devrait redonner du poids aux syndicats les plus puissants, plus particulièrement à la CGT. La CGT pourra ainsi utiliser sa représentativité pour obtenir plus, mais il n'empêche qu'elle s'inscrira dans un processus de négociations à froid qui risque de la couper d'une partie de sa base.

Une nouveauté importante pour les salariés des petites entreprises : les conventions collectives, dès lors qu'elles entreront en application, s'étendront de droit aux PME qui jusqu'à présent y échappaient dans la plupart des cas.

Les salariés n'auront guère plus de droits qu'avant. On leur reconnaît le droit de s'exprimer dans l'entreprise sur leurs conditions de travail, mais comme il n'est pas prévu comment ils pourront exercer ce droit, il est juste de penser qu'il restera une pieuse recommandation. Par contre, la limitation de l'intérim et des hors-statuts est un point positif, en attendant mieux, à savoir sa suppression pure et simple.

Quant au droit syndical en général, on s'en remet entièrement aux lois existantes. C'est vrai qu'elles sont suffisamment précises, mais cela ne sert à rien si on ne se donne pas les moyens de contrôler l'activité des inspecteurs du travail. Combien de licenciements abusifs n'a-t-on pas vus ces derniers temps, malgré des lois censées protéger les travailleurs ? Le gouvernement a certainement l'intention d'aborder le problème par le biais de la réforme des prud'hommes, mais là encore ce sera insuffisant.

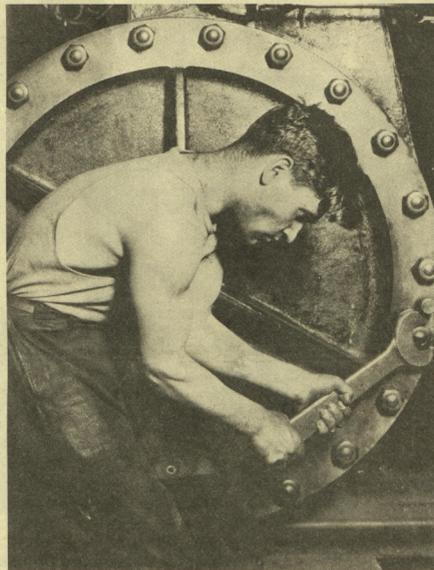
## DES POUVOIRS ACCRUS POUR LES COMITÉS D'ENTREPRISES

Les principales dispositions intéressent les comités d'entreprises qui auront désormais accès aux informations économiques concernant l'entreprise et qui pourront donner leur avis au patron. Ils pourront également utiliser ces informations pour mener l'action syndicale. Mais ne court-on pas plutôt le risque de voir nos élus ouvriers se pencher sur les problèmes de rentabilité avec des yeux de gestionnaires plutôt que de syndicalistes ?

Le gouvernement fait décidément beaucoup de concessions au patronat par rapport à son programme électoral. Pas d'astreintes véritables, mais des

demi-mesures visant à calmer les directions syndicales en leur faisant des concessions sur la forme plus que sur le fond. Les socialistes comptent inciter aussi le patronat à plus de « réalisme » et de « concertation », notamment en donnant eux-mêmes l'exemple vis-à-vis de leurs propres salariés. Voyons donc ce qu'il en est de la fonction publique. Les treize mesures annoncées par Le Pors, ministre de la Fonction publique, forment un curieux cocktail. Il y a certes quelques nouveautés importantes, mais il y a surtout beaucoup de bonnes intentions qui ne se concrétiseront pas sans moyens financiers, et des mesures insignifiantes qui, comme dans le secteur privé, sont destinées à calmer les organisations syndicales.

## CAMARADES, ENCORE UN EFFORT POUR ÊTRE VRAIMENT SOCIALISTES



## DROIT SYNDICAL : DES MESURES EN TROMPE-L'OEIL

Il s'agit là essentiellement de réaffirmer des droits qui existaient déjà pour la plupart. Le droit à un local syndical sera acquis pour toute entreprise à partir de 50 salariés (au lieu de 200 auparavant) ; mais de même que de nombreuses unités de plus de 200 salariés n'ont toujours pas leurs locaux syndicaux pour des prétextes d'impossibilité technique et budgétaire, cet abaissement du

seuil n'aura de répercussions que dans un petit nombre d'entreprises, du moins dans un premier temps.

Les détachements syndicaux qui pouvaient encore être refusés pour nécessités de service seront maintenant acquis de droit. Cela ne fait qu'entériner une situation presque générale. La création de jours supplémentaires pour permettre la formation syndicale des élus (commissions paritaires, organismes sociaux, mutuelles...) apparaît comme une incitation à participer à ces structures professionnelles.

Le point le plus important est sans nul doute la concrétisation d'une vieille revendication syndicale : l'heure d'information syndicale mensuelle sur le temps de travail. Autoriser ce qui était devenu par le rapport de forces une habitude dans de nombreuses grosses unités est une nouveauté importante puisque c'est reconnaître aux militants syndicaux le droit de prendre la parole devant les travailleurs pour expliquer leurs positions (ce qui était jusqu'à présent l'apanage des chefs de service), voire même pour appeler à la grève !

Naturellement, il est prévu que cette heure mensuelle ne doit pas porter atteinte au bon fonctionnement des services. Connaissez-vous des services, dans la Fonction publique ou ailleurs, où le fait d'arrêter le travail pour discuter n'entrave pas leur bonne marche ? Imagine-t-on des guichetiers fermer le bureau de poste, des conducteurs de la SNCF rentrer précipitamment à leur gare d'attache, pour assister à l'heure d'information syndicale ? Non, bien sûr. C'est pourquoi cette bonne intention restera lettre morte, sauf partout où cela se faisait déjà. Il faudra donc attendre une prochaine étape pour que les tolérances aient force de droit.

## LE DROIT DE GRÈVE : OUI, MAIS...

Bien entendu, ces dispositions font la part belle aux bureaucrates syndicaux : augmentation du nombre de détachements syndicaux (comme s'il n'y avait pas encore assez de permanents !), extension des compétences des organismes paritaires où ils siègent (CAP, CTP), mais sans préciser si ces compétences iront jusqu'à entraîner les syndicalistes sur le chemin de la cogestion.

Bien plus importantes sont, à notre avis, les deux mesures suivantes : l'abrogation de la loi du service fait et de celle du trentième indivisible. Ces deux lois étaient en effet de formidables instruments anti-grève, en ce sens qu'elles rendaient illégaux, et partant passibles de sanctions graves, les débrayages spontanés, puisqu'un arrêt de travail d'un quart d'heure entraînait le retrait sur le salaire de la journée entière. Il y a pourtant une grande absente dans cette « remise à jour » : la loi sur le préavis, autre loi anti-grève. Même si la non-observation de cette loi n'entraîne plus automatiquement les sanctions prévues (l'amnistie de juillet a d'ailleurs rétabli dans leurs droits les salariés sanctionnés pour grève sans préavis), son existence seule est une menace qui continue de planer sur la tête des salariés de la fonction publique. Si l'on veut réellement parler de libertés syndicales, cette loi doit disparaître !

Curieuse façon de « marcher au socialisme » en continuant à protéger les prérogatives patronales et à laisser les travailleurs sans garanties sérieuses, ne serait-ce que pour leur emploi... Non, acheter la paix sociale au moindre coût, tel est leur principal souci. Certains esprits chagrins penseront qu'ils auraient pu faire un peu plus. Pour notre part, nous n'y avons jamais cru. La timidité de ces mesures ne fait que confirmer ce que nous disons depuis le 10 mai.

Alain SAUVAGE

ITALIE

## Motion de congrès des antimilitaristes

**L**e congrès national antimilitariste anarchiste, tenu à Florence le 10 janvier 1982, après un ample et profond débat, a publié le document suivant, tourné vers l'action sociale, directe et de base que tout les groupes conduisent quotidiennement :

Immédiatement, on a pu constater que l'action antimilitariste des anarchistes n'est pas une attitude de circonstances, de peur, mais un choix historique de répulsion à chaque forme de pouvoir et d'oppression, et donc avec l'affirmation d'une lutte sociale pour la reconquête de tous les espaces de liberté enfermés dans le militarisme.

« La progressive extension des conflits nationalistes armés dans le Tiers-Monde, l'aggravation des dangers de guerre entre les deux grands impérialismes sur le sol européen, l'accentuation des conflits de classes pour aboutir à un affrontement ouvert, comme en Pologne, au Salvador, nous rappellent, comme priorité, l'absolue nécessité d'une action révolutionnaire toujours plus insistive au bord du démantèlement de chaque appareil militaire, policier et autres appareils autoritaires.

A l'Est comme à l'Ouest, le recours à l'armée, la pure expression de la violence organisée, devient obligatoire chaque fois que l'autonomie des classes travailleuses remet en question les aspects du pouvoir existant, en se dirigeant vers l'autogestion. Ainsi, dans la lutte contre le développement de l'action de classe, l'armée se transforme en véritable troupe d'occupation dans son propre pays. Ainsi, comme dans les régimes formellement « libres », la militarisation sociale est directement garantie par les forces de police et toujours par l'appareil de contrôle social réformiste.

Durant quelques mois, s'est développé un mouvement de critiques à cet état de fait, une action qui partait de groupes de base, écologistes, pacifistes ou antimilitaristes, qui critiquaient la logique de la guerre et de la militarisation sociale à travers le mouvement d'insoumission, le mouvement écologiste et antimilitariste, le mouvement des communautés de jeunes prolétaires dans différentes capitales européennes.

L'initiative spontanée et sincère de ces groupes devint petit à petit reprise par l'appareil des Etats européens qui, à travers ses propres organismes de consensus social (partis, Eglise, syndicats) développe une action pacifiste tendant à donner une légitimité politique à une troisième force impérialiste qui serait l'Etat supra-national européen.



Le parti patronal européen (que l'on trouve dans les diverses social-démocraties nationales) a utilisé le sentiment de peur de la guerre pour prendre la défense de l'Etat, habitant un processus d'intégration des bourgeoisies nationales pour garantir un front dans la guerre actuelle contre les mouvements de libération populaires.

La carence fondamentale du mouvement pacifiste de masse a été donc la prise en main de cette logique nationaliste et inter-classiste qui a séparé l'opposition à la guerre de l'opposition à l'état de guerre quotidien existant. On pense, pour le cas italien, à l'utilisation de l'armée pour des questions de grèves, d'ordre public dans l'administration comme remède aux carences.

Conscients de cette carence, les anarchistes, réunis en congrès à Florence le 10 janvier 1982 indiquent quel est le terrain d'action antimilitariste : la lutte contre l'armée, l'expression la plus élevée de la violence organisée du pouvoir ; la lutte contre les productions de matériel de guerre, inutile dépense de travail et de vies humaines ; les luttes en général contre les productions socialement nuisibles et inutiles qui, en tant qu'expression d'une technologie capitaliste, imposent la militarisation du territoire (centrales nucléaires...) ; les luttes contre la militarisation sociale, contre la répression des mouvements sociaux autogérés et donc réaffirmation de la volonté de la libération de tous les détenus.

Pour cela, il est nécessaire d'apporter aux bases de l'initiative du mouvement antimilitariste la réaffirmation historique de l'antimilitarisme anarchiste : contre le pouvoir, contre l'exploitation, contre l'expropriation des richesses sociales : contre la destruction de la vie ; pour la réaffirmation de l'internationalisme révolutionnaire et anti-étatique et de la solidarité de classes. Enlevons les armes des mains des patrons et affirmons notre volonté de transformation dans un sens libertaire. Pour favoriser l'affirmation de ces objectifs, le congrès antimilitariste anarchiste a décidé de développer une campagne d'agitation qui trouvera ses expressions nationales dans une manifestation à Livourne pour la fin mars, dans la coordination d'un comité national antimilitariste, dans le soutien de toutes les initiatives autonomes et de base qui se développent autour de ces mots d'ordre. Le premier entre tous, est la lutte contre les missiles atomiques, contre la présence de l'armée d'occupation américaine, en faveur des mouvements pour le désarmement et le soutien aux insoumis. Pour une redistribution des richesses sociales en opposition aux dépenses militaires. »

Florence, le 10 janvier 1982

## ESPAGNE

De nombreux textes, de nombreuses prises de position ont été largement diffusés dans la grande presse sur les événements de Pologne. Un des meilleurs qui aient été élaborés (mais peu diffusés par les médias de grande extension) est celui de nos compagnons de la CNT espagnole (de l'extérieur), distribué sous forme de tract. Pour ces raisons, nous pensons qu'il était intéressant de le porter à la connaissance des lecteurs du ML.

La même situation : mettant en œuvre la démocratie directe et l'autogestion, le mouvement ouvrier est sur le point de mettre en cause le pouvoir d'Etat, ses classes et ses privilèges.

Les mêmes assassins : la caste militaire, dernier rempart des sociétés pourrissantes, lance, avec l'appui du totalitarisme le plus proche, hier national-socialiste, aujourd'hui national-communiste, une contre-révolution préventive et instaure une dictature sanglante.

Les mêmes complicités : le troupeau béant des instances religieuses, politiques et syndicales du monde entier proteste et pétitionne, mais est-il vraiment mécontent de l'écrasement d'une classe ouvrière autonome et révolutionnaire ?

Les mêmes trahisons : quant au bloc lézardé du communisme international, fidèle à lui-même, il reste, dans son ensemble, le véhicule privilégié du mensonge et de la trahison.

Les mêmes victimes : aujourd'hui, en Pologne, comme hier, en Espagne, c'est en tout cas la classe ouvrière et le peuple tout entier qui feront les frais de la normalisation.

Réunissant en sa personne les prérogatives de Lénine et Trotski qui, dès 1921, écrasèrent sous la botte de l'Armée rouge la Commune ouvrière de Kronstadt, le général et premier secrétaire du Parti communiste polonais, Jaruzelski, rejoint au panthéon des assassins les Staline, Hitler, Franco, Pétain, Pinochet, Videla, etc.



A ceux qui ne voulaient pas « mourir pour Dantzig » (Gdansk) et qui sont morts tout de même après avoir laissé écraser la Pologne par les troupes germano-soviétiques, il faut répéter que l'entreprise totalitaire qui asservit aujourd'hui la Pologne a des succursales économiques et idéologiques dans le monde

entier et que la grève et le boycott sont les armes privilégiées du prolétariat.

Non au chantage à la guerre, face à la solidarité des blocs, solidarité ouvrière internationale.

Confederacion nacional del Trabajo (exterior),  
Asociacion internacional de los Trabajadores

## TURQUIE

Turquie sans « Bigots » — A chaque coup militaire, on brandit ses symboles et on brise les marques des vaincus. Le coup d'Etat militaire turc a décidé de supprimer les bigots de la police et de l'armée. A travers le bigot, c'est l'idéologie et les inclinations du possédant bigot Kenan Evren qui sont combattues. Le chef du coup d'Etat veut l'uniformité dans la lèvres supérieure et dans le cerveau. Ses amis vantent ces gestes ainsi que les réalisations des militaires : moins de terrorisme, moins d'inflation, plus d'ordre, plus... C'est ce que disent ses amis.

Mais le peuple vit très mal, les rues sont tristes, mortes, le rationnement et les queues grandissent démesurément ; à peine trouve-t-on du café, l'huile et le sucre qui arrivent sont achetés en Yougoslavie et même en Roumanie. Si la récolte des aliments est rare, la moisson de détenus, en moins d'un an de régime militaire, a été abondante ; plus de 40 000 prisonniers. Combien de morts ?

La vie culturelle se dégrade, la monnaie flote sans arrêt, puis chute... Et tout cela au nom de la défense et de la sécurité nationale. Les militaires et leurs « divertissements » sèment le chaos.

## SALVADOR

La négociation avec l'opposition ne plaît pas beaucoup à Francisco Roberto Lima, porte-parole patronal du Salvador. Roberto Lima est partisan d'une solution radicale contre les criminels de l'opposition, puisque s'ils sont pris, on les fusille, et ainsi il ne se passe rien.

Roberto Lima avertit le gouvernement qu'il est même indigne de songer à une négociation. Le Mexique et la France sont accusés par ce patron d'ingérence dans des sujets internes à d'autres pays. Il montre aussi une grande méfiance vis-à-vis de Reagan.

« Si les Etats-Unis, dit Roberto Lima, veulent agir en nous vendant comme ils vendent l'Iran et le Nicaragua, il n'y aura plus rien à faire alors pour nous. »

Notez le nom de Francisco Roberto Lima. Au cas où vous le rencontriez, il vaut mieux que l'endroit soit mal illuminé.



## GUATÉMALA

Nous dénonçons continuellement toutes sortes de répressions qui s'exercent contre les peuples hispano-américains ; cela est devenu une sorte de routine, hélas ! Il nous parvient une grande quantité de documents dans lesquels sont relatés les traitements criminels qui ont été commis cette fois-ci envers les populations du Guatemala.



La lecture des crimes qu'exercent les forces répressives du dictateur Lucas Garcia avec l'appui du gouvernement nord-américain envers le peuple sans défense (femmes, enfants et personnes âgées) est horrible. Femmes assassinées, églises prises d'assaut et détruites, ainsi que les orateurs circonstanciels, enfants violés, et toute une gamme de raffinements criminels qui nécessiteraient un milliers de pages pour être relatés ; nous voulons seulement faire connaître l'opinion internationale, l'appel angoissé que les travailleurs guatémaltèques nous envoient :



« Nous demandons que les autres pays, sur un plan international, élèvent des protestations véhémentes contre l'état de pauvreté, de faim et de tortures infligées par l'armée au peuple guatémaltèque dans son ensemble, et plus particulièrement à la population du village Santiago Attitiam. »

Nous ne faisons que transcrire l'appel angoissé de ces compagnons du Guatemala. Un jour, tous les hommes et femmes de la terre devront prendre conscience de la nécessité de la protestation révolutionnaire et de la solidarité.

# Mort aux voleurs !

**A**u commencement des années 1880, l'anarchisme en France en est encore à ses débuts. Les compagnons, très minoritaires, n'étaient qu'un « demi-quarteron », mais, comme dira Grave, « ne faisaient pas moins de la besogne pour cent » (1).

En l'absence d'un organe de presse durable (*La Révolution sociale*, premier journal anarchiste français n'eut qu'un an d'existence), l'édition et la diffusion de placards furent les moyens privilégiés dont les compagnons se servirent pour diffuser leurs idées. Cette forme de propagande fut destinée à avoir un certain succès et, autour des années 1880-1890, nombreux manifestes, déclarations ou défense des compagnons virent le jour.

Les premiers placards furent édités dans les années 1881-1882 par un groupe parisien de propagande anarchistes et attribués à E. Gautier (2) : *Mort aux Voleurs, Anarchie et Autorité, Les Anarchistes et l'Internationale*. Le plus connu reste sans doute le premier. Grave, toujours, nous raconte comment ayant adhéré au groupe, on décida sur proposition de Gautier de publier un placard intitulé *Mort aux Voleurs* : « Chacun devait avoir un projet. On verrait quel serait le meilleur. Ce fut mon projet qui fut accepté après quelques modifications de forme par Gautier » (3).

Quoi qu'il en soit, ce placard eut un franc succès dans les milieux anarchistes, et il sera réédité à plusieurs reprises en 1886 et 1890 à des milliers d'exemplaires. Il sera même l'inspirateur d'autres *Mort aux Voleurs*

*Mort aux voleurs !* : ces trois mots, placardés sur les murs à certaines heures tragiques, ont toujours eu le don de faire tomber en extase les écrivassiers « comme il faut ». Ce que tous ces messieurs célèbrent, à l'en- vi, ce qu'ils proposent à l'admiration de la postérité, c'est la réserve — chevaleresque peut-être, — mais à coup sûr fatale et naïve — des révoltés d'hier, fusillant sans pitié (*pour l'honneur de la cause populaire !*) ceux des combattants qui, prenant au sérieux l'insurrection et la victoire, s'étaient permis de mettre leurs mains calleuses, encore toutes noires de poudre, sur le moindre lambeau de la proie conquise, à la pointe du glaive, sur les usurpateurs vaincus.

Faudra-t-il donc — pour mériter de nouveau ces éloges suspects — que les révoltés de demain rééditent, à leur tour, cette tradition néfaste ? Faudra-t-il donc, à l'exemple des bourgeois conventionnels, flétrir et condamner Jacques Roux, conduisant les faubouriers affamés au pillage des accapareurs ? Faudra-t-il donc, comme en 1848, prendre, en pleine bataille sociale, la défense de la sacrosainte Propriété contre ses propres victimes, soudainement insurgées parce qu'elles en souffraient trop ? Faudra-t-il, une fois de plus, comme en 1871, respecter la Banque de France et les officines de la « juiverie », les « droits acquis » et les « domaines » particuliers ?

Faudra-t-il donc que des sentinelles montent de nouveau la garde auprès de la richesse commune expropriée ? Faudra-t-il donc frapper, comme traîtres ou sacrilèges, ceux qui, s'étant levés et ayant combattu parce qu'ils n'en pouvaient plus de misère, n'auront pas la vertu de continuer le même martyr, ni d'attendre, le ventre creux, que l'heure « légale » de la soupe ait sonné ? Ah ! cette abnégation, cette sagesse — chantées par les poètes et les rhéteurs — ont vraiment coûté trop cher aux pères pour que les fils s'y laissent prendre ! Le vieux Blanqui a dit à ce propos une parole bien profonde : « Il faut que, vingt-quatre heures après la révolution, le peuple ait déjà goûté les bienfaits d'un nouvel ordre des choses !

Vienne la crise suprême, et le prolétariat soulevé, secouant enfin les préjugés et les scrupules qui tant de fois lui firent perdre le fruit de ses héroïques efforts, saura se mettre immédiatement en mesure d'utiliser sa victoire. Il ne se contentera plus de proclamer platoniquement ses droits, il les exercera effectivement. Il ne s'en rappor-



tera plus à ses dirigeants nouveaux, subitement intronisés à la place des anciens, du soin de lui rendre son bien et de lui octroyer la liberté, mais jetant au feu le Grand Livre, les titres de rente, les chartes de propriété et toutes les paperasses administratives ou judiciaires, il prendra lui-même possession, sans intermédiaire comme sans délai, à l'exemple de nos pères, les paysans de 1789 — ces glorieux « pillards » ! — de toute la richesse sociale, pour l'exploiter et en jouir, à son propre profit.

Et malheur à ceux qui voudront s'opposer sous un prétexte quelconque, à cette légitime reprise de possession, par Sa Majesté Tout le Monde, de son héritage volé, car ce serait à eux en vérité que s'appliquerait la parole terrible : *Mort aux voleurs !* — avec les actes vengeurs qui doivent en être la conséquence et la confirmation !

Oui, *Mort aux voleurs !* C'est à ce cri que les révolutionnaires se sont vus, depuis des siècles, traqués, persécutés, embastillés, proscriptions, vendus, mis en coupe réglée ; — c'est à ce cri que, plus d'une fois, ils se sont, fratricides inconscients, décimés les uns les autres ; — c'est à ce cri qu'on a toujours ameuté

rédigés en 1893 contre les « panamistes » et en 1912 contre « l'honnête homme » par l'apologie de la bande à Bonnot.

Les raisons de ce succès sont sans doute à rechercher dans la netteté de l'argumentation, mais surtout dans le titre lui-même qui se veut être une sorte de cri de ralliement de tous les exploités contre les patrons (qui les exploitent) et leurs valets. Une idée centrale prédomine dans le texte : il ne faut plus avoir de respect pour la propriété bourgeoise. En faisant le bilan de l'échec des révolutions précédentes, on incite les prolétaires à ne pas s'arrêter dans leur révolte à des révolutions politique, mais à pousser le terrain de la révolution sur le terrain économique par la nécessaire expropriation de la bourgeoisie, propos qui restent on ne peut plus actuels. Cependant, il s'agit là, à beaucoup d'égards, d'un texte « date » propre à une époque du mouvement ouvrier et de l'anarchisme, et nous ne pouvons pas souscrire aujourd'hui à l'intégralité des propos tenus. Nous vous le présentons cependant tel quel, amputé seulement de quelques redites à cause du peu de place dont nous disposons.

**Manfredonia**  
(1) Jean Grave : Quarante ans de propagande anarchiste, éd. 1973 Paris, page 160 ; (2) Chef de file du mouvement anarchiste de ces années-là. Il fut condamné à quatre ans de prison en 1883 au procès des 66 à Lyon. Au cours de sa détention, il renia les idées anarchistes ; (3) Id., Grave, page 160.

ront des citoyens utiles et probes, parce qu'ils n'auront plus intérêt à être le contraire, — ce n'est pas contre ceux-là que nous empruntons aux réacteurs leur sinistre devise : *Mort aux voleurs !* Et ne sont-ils pas préférables à ces travailleurs qui, à bout de ressources, s'en vont mendier la tête basse — après avoir produit tant de richesses à la société ?

Encore une fois, qui donc sont les voleurs ? Ah ! si facile est la réponse, longue serait l'énumération.

Voleurs, les politiciens qui, nouveaux Judas, leur vendent les fils du peuple, mais pour plus de 30 deniers !

Voleurs, les propriétaires qui se sont indûment approprié la jouissance exclusive du patrimoine commun !

Voleurs, les Watrins affameurs, dont l'escarcelle est gonflée avec du travail non rémunéré !

Voleurs, les marchands qui trompent sur le poids et la qualité !

Voleurs, les repus fainéants !  
Voleurs, les seigneurs de la féodalité capitaliste, les barons du coffre-fort, du moëllon, de la houille et du fer !

Voleurs, les fonctionnaires qui les défendent, budgétivores et buveurs de sueur, policiers sans entrailles, parlementaires sans conscience, prêtres corrompus, magistrats d'Inquisition, soudards, assassins, traîneurs de sabre et faiseurs de lois, gens d'église, de caserne, de prétoire, de geôle et de lupanar, sangsues, rapaces, aux millions de suçoirs, qui gardent l'exploitation aux frais des exploités !  
Tous voleurs, ceux-là qui, sans jamais mettre la main à la pâte, s'adjugent quand même la plus grosse part du gâteau !

Ce sont eux, eux seuls, qui, vivant du bien d'autrui, des efforts et du labeur des autres — lesquels meurent à la peine plus souvent qu'à leur tour — consomment sans produire au détriment de ceux qui produisent tout en consommant à grand peine, ce sont eux qui sont les voleurs, les pillards, les assassins !

Il y a longtemps que la conscience populaire les a jugés et condamnés. Il n'y a plus qu'à les punir. Aux volés revient le droit cette mission justicière, et l'heure approche où ils se mettront en devoir de la remplir. Et ce ne sera pas seulement, alors, de la justice, ce ne seront pas seulement des représailles méritées, ce sera encore et surtout de la légitime défense.

\* Il s'agit d'un rajout ultérieur, à l'édition originale puisque les événements dont on fait allusion eurent lieu à Decazeville en 1886.

contre eux les colères folles et les rancunes aveugles ; — c'est à ce cri que les despotismes multicolores, spéculant sur la peur, l'ignorance, l'égoïsme ou l'envie, ont si souvent réussi à les mettre hors l'humanité ! C'est également à ce cri qu'ils veulent prendre leur revanche.

Depuis trop longtemps, les déshérités de la vie sont traités de *Pillards* et de *bandits* par les privilégiés, quand, à bout de patience, ils se décident à revendiquer par la force l'émancipation humaine. Las à la longue de nous entendre accuser des crimes dont nous pâtissons par ceux-là mêmes qui les commettent et en bénéficient, nous entendons désormais, retournant l'outrage contre les insulteurs, leur cracher à la face ce défit menaçant : *Mort aux voleurs ! Soit ! Nous en sommes.*

Mais qui donc sont les voleurs ? S'agit-il de cette population misérable dans les rangs de laquelle se recrute le triste contingent des prisons et des bagnes ? S'agit-il de réclamer la mort « préventive » pour les pauvres diables que les affres de la faim jettent parfois, la nuit, au coin des rues, le poignard ou le revolver au poing, sur les passants attardés ?

Non ! mille fois non ! Ceux-là

— de petits voleurs, en fin de compte — parce qu'ils sont entraînés à demander au crime les satisfactions que la Loi refuse à leurs besoins inassouvis, nous inspirent plutôt de la pitié que de l'horreur ou de la haine. Cette horreur et cette haine, nous les réservons pour la Société inique, démoralisatrice et homicide dont ils sont les premières victimes. Dans quel monde sont-ils nés, en définitive, dans quel milieu ont-ils grandi et vécu ? Dans un milieu vicieux où, du haut en bas de l'échelle — en haut surtout — tout est immoralité, gangrène et pourriture.

Comment donc s'étonner qu'il se trouve des gens qui, moins patients que la masse, tentent de faire en petit, pour leur compte personnel, ce qu'ils voient tous les jours accomplir en grand, sans vergogne comme sans remords, par les privilégiés de la haute pègre ?

Ce n'est pas sur eux, somme toute, que la responsabilité retombe, c'est sur la Société qui les corrompt, les exaspère et les opprime.

Non ! ce n'est pas contre ces excommuniés, ces parias, ces maudits — qui, demain, peut-être, épurés par le souffle vivifiant de la révolution, redevien-



**RADIO**

— *France-Culture* : le 28 janv. à 20 h : *L'ombre des loups*, de Patrick Revmaux, avec Alain Cuny. La radio construite sur le modèle cinématographique. Le 29 janv. à 20 h : Relecture du poète André Suprés. L'éthique et l'esthétique du voyage.



**TELEVISION**

— *TF1* : *Le sauvage*, de Rappeneau, avec Montand et Deneuve. Commercial de tout repos, mais plaisant à regarder. Le 1<sup>er</sup> fév. à 20 h 35 : *Salvatore Giuliano*. Encore un classique. Mais de Francesco Rosi, celui-là. Depuis 1961, on l'a copié, mais pas égalé. Le 2 fév. à 22 h 30 : l'aventure des plantes. Le début d'une série documentaire qui promet d'être remarquable. Un exemple : la projection de leurs graines par certaines plantes ont été tournées à 24 000 images-seconde ! — *A2* : le 28 janv. à 16 h : les carnets de l'aventure : *L'antartique à la voile*. Le 29 janv. à 23 h : *L'angoisse du gardien de bu au moment du pénalty*. Le premier grand film de Kim Wenders sur la solitude existentielle. Le 30 janv. à 21 h 40 : *Riada*. Sylvain

Le 30 janv. à 16 h 20 : désordre et ordre. Entretien avec Cornelius Castoriadis. Le 3 janv. à 20 h : *L'araignée* de Fay Weldon. Une amère description de la vie conjugale, tempérée par le self-control anglais. Du 1<sup>er</sup> fév. au 12 fév. à 8 h : les chemins de la connaissance. Avec les participants du colloque de Stanford, sur le thème « désordre et ordre ». Continuez de protester pour les heures invraisemblables de programmation de telles émissions ! Ecrire à : Radio-France, 116, av. Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.

Joubert provoque le spectateur. On aime ou on n'aime pas. Le 1<sup>er</sup> fév. à 16 h 30 : *Le vent d'en haut : meunier en Beauce*. Marcel Barbier, meunier, raconte. Le 3 fév. à 17 h 25 : *Pilier sud-ouest du Dhaulagiri* (8 176 m). Pour les amoureux de la montagne. — *FR3* : le 31 janv. à 16 h 15 : Isabelle Ehni lit René Ehni. Une remontre avec un grand auteur contemporain. Le 31 janv. à 17 h : *La Cerisaie*, d'Anton Tchekov. Je ne pouvais que la signaler aux lecteurs du ML. On dit que c'est un chef-d'œuvre, bien que je trouve cette pièce épouvantablement ennuyeuse. A chacun de se faire une opinion. Le 31 janv. à 19 h 15 : le concerto d'Aranjuez, de Rodrigo. Là, il s'agit de musique, mais quelle somptuosité ! Le 31 janv. à 23 h 35 : *Vertiges*, de Mauro Bolognini. Folie et fascisme triomphant. Le 2 fév. à 20 h 30 : *Providence*, d'Alain Resnais. Méditation sur le refus de la mort sur la création artistique.

NOTE DE LECTURE

L'INJUSTICE RACONTÉE AUX ENFANTS  
par Denis Langlois

Ed. Ouvrières

EN général, les parents parlent peu avec leurs enfants. Pas le temps ! Après une journée de turbin, épaisante d'humiliations et de colères rentrées, ils ont besoin de calme et sont peu disposés à consacrer le peu d'énergie qui leur reste à discuter avec les mioches. Papa, pourquoi ceci ? Maman, pourquoi cela ? Sale mère, qui s'entend même pas compte que sa seule présence dérange le ronron d'un foyer de bêtes de somme vivant au rythme sans espoir de l'engrenage infernal métro-boulot-dodo ! Empêché de dériver en paix au fil de la survie, va !

D'ailleurs, les parents auraient-ils la possibilité de parler à leur progéniture qu'on se demande de quoi l'est-ce qu'ils pourraient bien leur causer ? Z'ont rien à dire à personne ! Sont pas habitués à dialoguer ! Chez leurs vioques, à l'école, à l'armée et à l'usine, on les a seulement préparés à se taire, à obéir et à subir. Alors, les moufflets, z'ont qu'à se mettre au diapason ! quand y s'ront grands, plus tard, y pourront la ramener tant qu'y voudront ! Pour l'heure, faut qu'y s'apprennent à en chier... et à se taire ! Ah mais !

Bien évidemment, toute règle comportant des exceptions, ici ou là, chez toi ou chez moi par exemple, les choses ne se passent pas du tout comme ça. Nous, on s'efforce d'apporter quelque chose à nos gamins ; de leur transmettre notre « expérience » ; de leur « apprendre » la vie. Mieux, on les écoute. On essaye de dialoguer, d'échanger. Bien sûr, on a une petite tendance à ne pas pousser le dialogue trop loin, car on veut se les protéger nos chères têtes blondes « à nous ». C'est « normal », quoi ! On voudrait bien qu'ils n'aient jamais à faire avec la jungle environnante. Alors on se les garde bien au chaud de notre amour et on évite de trop leur montrer le mer-

dier sociétaire dans lequel nous baignons quotidiennement. On leur tait même plus ou moins ce merdier. Pour ne pas les traumatiser ! Pour ne pas les influencer dans notre jugement d'adulte ! Pour ne pas être soupçonnés d'endoctrinement ! C'est qu'on les aime nos lardons, et qu'on a des principes, nous !

Bref, entre le silence des uns et le chuchotement des autres, le même n'est guère aidé. Il lui faut se frayer lui-même un chemin dans le maquis du « bien et du mal ». Et il en souffre de cette solitude ! Ses vieux, il aurait aimé qu'ils lui fassent part de leurs points de vue, qu'ils lui expliquent, qu'ils lui transmettent une expérience ou tout bêtement des informations. Entre le silence et la propagande, il doit bien y avoir place pour la franchise, nom de Dieu !

Cette franchise, justement, Denis Langlois en déborde. Il parle aux enfants comme tous les adultes devraient parler aux enfants. Calmement. Sans masquer tel ou tel aspect de la réalité et sans déformer tel autre. Il leur parle comme à des êtres humains, responsables à leur niveau de la réalité qui les entoure. Il leur fait confiance tout simplement. Il leur décrit des faits. Il leur dit que ces faits existent et qu'il faut choisir. Se taire, ne rien faire, et donc cautionner, ou bien ne pas se taire, agir, et donc essayer de changer les choses.

Dans ce livre, il parle aux enfants de l'injustice. A travers les inégalités, la justice, la police, les travailleurs, les étrangers, les personnes âgées, les handicapés, le logement, les guerres et l'inégalité entre les hommes et les femmes ! Ce qu'il dit est clair, sans pour autant être simpliste ou manichéen. Il dépeint le borborygme social qui est le nôtre. Il explique comment on en est arrivé là. Il démontre que cette situation est modifiable pour eux



que chacun, à son propre niveau, fasse quelque chose. En fait, il transforme les enfants d'objets passifs en sujets actifs. Il leur dit *grosso modo* : « Vous ne pouvez peut-être pas grand-chose, mais vous pouvez quand même faire quelque chose. Vous êtes donc en position de choisir. Vous avez un rôle à jouer dans la réalité sociale. » Bref, l'essentiel du discours de D. Langlois est désinfectant au possible. Il ne considère pas les mêmes comme des demeurés ou des culs-de-jatte. Il les prend pour ce qu'ils sont : des jeunes êtres humains capables de prendre parti pour ou contre l'injustice.

Ce livre s'adresse aux gosses d'une dizaine d'années, et bien que n'ayant plus dix ans depuis belle lurette, je suis sûr qu'il a le ton juste. En tout cas, à dix ans, j'aurais bien aimé pouvoir lire ce bouquin. Un livre à acheter à vos mômes, donc. Pour le texte, et aussi pour les très belles illustrations qui s'y trouvent. Et puis... il ne vous est pas interdit de le lire !

Jean-Marc RAYNAUD  
En vente à Publico : 25 F

INVITÉ DE RADIO LIBERTAIRE



Hans Peter Cloos, metteur en scène.

Le Théâtre de la Commune à Aubervilliers ajoute une nouvelle fois à son programme une très bonne pièce. Du 15 janvier au 14 février, on peut donc voir *SUSN*, une pièce d'Herbert Achternbusch, mise en scène par Hans Peter Cloos. L'auteur est né à Munich en 1938, écrivain et cinéaste, quelques-uns de ces textes sont traduits en français.

*SUSN*, c'est un prénom de femme. La même femme à des âges différents de sa vie. Hans Peter Cloos les fait vivre simultanément dans une mise en scène forte. La Susn de 16 ans, révoltée par la morale judéo-chrétienne de son petit village, est-elle si différente de la jeune femme de 26 ans qui refuse l'aliénation d'un mariage dans la tradition bourgeoise ? Période de refus, alcoolisme et finalement suicide au cinquième âge, acte de la vie de Susn. Et toujours présent l'homme, l'auteur qui raconte la destruction de sa femme.

Entre les conflits, les révoltes, les espoirs qui vibrent dans la tête de Susn, et nous specta-

teurs, il y a la vie. Celle du moins que nous proposent les publicitaires, les gens qui ont intérêt à nous faire croire au bonheur.

Les images harmonieuses du fatras rose des bons et beaux sentiments nous sont distillés par des postes de télévision ; notre univers quotidien, celui qu'on refuse et contre lequel on se bat. Hans Peter Cloos a su diriger les excellents comédiens et faire des monologues de Achternbusch un coup de poing dans l'estomac des spectateurs. Je rappelle que le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers consent des réductions aux auditeurs de Radio-Libertaire qui ont leur carte de soutien.

Représentations : mercredi, jeudi, vendredi, samedi : 20 h 30, dimanche 17 f, mardi 19 h 30.

Cinéma : la version française du dernier film d'Achternbusch, *Das letzte Loch* sera projetée au Théâtre de la Commune, le 30 janvier à 16 h. La projection sera suivie d'un débat avec Achternbusch.

Jocelyne FONLUP

Le Théâtre québécois d'aujourd'hui

Le centre d'essai des auteurs dramatiques (CEAD) n'est plus à Paris, mais il n'est pas trop tard pour suggérer à nos lecteurs suisses de Genève et de la Chaux-de-Fonds d'assister aux lectures spectacles qu'il propose. Sept auteurs présents, trois metteurs en scène, huit comédiens, vingt-deux lectures, quatre villes, deux pays : le CEAD est en tournée en Europe depuis le 12 janvier et jusqu'au 2 février.

Je n'ai pu assister qu'à l'une de ces lectures spectacles, mais si les autres la valent, eh bien bravo !

La pièce de Réjean Ducharme, *Ah ! Ah !* (lue au Petit Tep, le 17 janvier) fut créée par le Théâtre du Nouveau Monde : en lecture/spectacle, elle dure plus de trois heures. C'est long, mais... c'est bon ! C'est plus que du théâtre, c'est de la poésie qui touche au surréalisme par le travail sur le langage. Jeux de mots, quelques fois surprenants pour qui n'est pas du Québec, jeux de situations, jeu de la folie, de vie et de mort.

Intéressant, également, de lire la pièce en question, R. Ducharme s'en est donné à cœur joie, il a malaxé la langue, l'a triturée avec génie. C'est chaud, vivant, poignant ; c'est le fun ! ou le « phone »... Quant au travail des comédiens, il est remarquable. Raymond Bouchard est le maître d'une œuvre absurde, Rémy Girard un pivrot pathétique et insupportable, Christiane Raymond tient avec brio le rôle de la sacrifiée. Quant à Louise Saint-Pierre, elle est tout simplement une grande comédienne, toujours juste dans son jeu d'une Sophie à facettes multiples. N'oublions pas Pierre MacDuff, maître des cérémonies, narrateur qui prête sa voix aux indications de mise en scène.

C'est sous l'égide du Centre culturel canadien (entre autres) que ces lectures/spectacles ont pu avoir lieu. Je rapelle à nos lecteurs parisiens que les spectacles, expositions, films-vidéo proposés par le Centre culturel canadien sont gratuits. Les programmes en sont donnés régulièrement sur Radio-Libertaire.J.F.

Du 26 au 29 janvier : au Théâtre de Carouge, atelier de Genève, 13, rue Joseph-Girard, 1227 Carduge. — Du 30 au 2 février : au Théâtre populaire romand, L. Robert 83, CH. 2301 La Chaux-de-Fonds.

SPECTACLES

- Jean Guidoni : à 20 h 30, le 28 janvier à la Maison Arts et Loisirs de Thonon-les-Bains et le 29 au Théâtre du 8<sup>e</sup> à Lyon.
- Pascal et Claire Genneret : à la MJC de Neufchâteau le 3 février.
- Riou-Pouchain : les 2 et 3 février au Centre culturel de Marseille.
- Font et Val : le 28 janvier au Théâtre municipal d'Auxerre ; le 29 au Théâtre municipal de Montluçon ; le 30 au Théâtre municipal de Nevers ; le 1<sup>er</sup> février à Châlon/Seine ; le 2 au Foyer culturel de l'Université de Loos-les-Lille et le 3 à Epinal.
- Djamel Allam : le 30 janvier au Centre culturel J. Houdremont à la Courneuve à 21 h.
- Léo Ferré : le 4 février au Palais des Sports de Joué-les-Tours.

## LES PROPOSITIONS ANARCHISTES

LES grands quotidiens et nombre d'intellectuels voudraient nous enfermer dans le champ clos du passé. Un peu comme s'ils exorcisaient la crainte viscérale que produit sur eux la position des anarchistes. « L'anarchisme ? une vieilleries ! » « Brassez appartenait au siècle dernier... ». Tous les journaux — oui, même *Libé* — râbachent ces phrases. Y aurait-il une volonté d'occuper l'espace politique laissé par la riche histoire de l'anarchisme français ?

Après Krazucki se réclamant de la tradition anarcho-syndicaliste (revue et corrigée par Marx), nous assistons à la naissance du socialisme politicien, rejeton de la tradition (suivez mon Rocavel, cher *Libé*...).

L'héritage de l'anarchisme, c'est quand même un assez joli magot : Proudhon, Louise Michel, Varlin, Pelloutier, Besnard... Formidables lutteurs, ces personnages ont marqué des pans entiers de leur époque, alors que les socialistes collaboraient déjà avec les exploités. Quelle opération de marketing politique, si l'on pouvait gommer le lourd passif des « marxismes », en utilisant comme gomme ce magot libertaire.

Face à la volonté d'usurpation de notre mémoire sociale, analysons un peu ce passé libertaire, avant de visionner le présent du mouvement anarchiste.

Le côté social de notre présence est indéniable. Projetées au réel, nos idées ont grandi à la lumière de l'expérience des militants syndicalistes, éducateurs, antimilitaristes, anti-religieux, coopératistes, etc. La pléiade des passages à l'acte de mouvements issus de notre courant de pensée est impressionnante. Nous offrons aujourd'hui une alternative globale ciselée par des décennies d'expérimentation sociale ; mais notre passé dévoile certains aspects de nos limites.

Les militants se réclamant de la pensée libertaire ont été souvent conquis par les aspects particuliers de leur engagement social. Et la dérive politique a été inéluctable. A quelques rares exceptions près, les anarchos (+ adjectif) ont été conquis ou emportés par l'adjectif, ou bien ont servi les intérêts de nos adversaires historiques marxistes.

Je repense ici à Monatte, le défenseur talentueux du syndicalisme révolutionnaire s'opposant lors d'un congrès anarchiste célèbre à Malatesta. Le même Monatte servira le PCF, au premier congrès de la CGTU, alors que les anarcho-syndicalistes avaient une chance d'obtenir une majorité de mandats syndicaux en 1922. Et là, il ne s'agit pas de la mythique CGT d'avant 1914, mais de la très réelle CGT confisquée par le PC depuis 1923.

L'une des caractéristiques du mouvement libertaire français, c'est la perpétuelle déconnexion de sa stratégie par rapport au contenu essentiel de sa pensée. En négociant sur le moyen le plus rapide pour aboutir à « l'idéal », nombreux anarchistes

sont rentrés dans le rang, pendant toute la spécificité de leur combat.

Depuis l'époque « glorieuse » des années 1900-1925, notre influence sociale mesurable en nombre de délégués syndicaux a décliné régulièrement. Mais, inversement proportionnel, notre poids culturel, la lucidité des questions soulevées par nos théoriciens à propos du marxisme ont progressé dans les consciences.

Mai 68 a été, en quelque sorte, la preuve de la force et des limites du drapeau noir sans stratégie, par opposition à Monatte le fin stratège qui finit par laisser tomber le drapeau noir. Il y a donc bel et bien à prendre et à laisser entre ces deux époques.

Riche : de cet enseignement, une troisième époque arrive, et notre troisième voie, celle qui refuse l'asservissement par le capital et la domination par l'Etat. Or, face à ces deux puissances (symbolisées respectivement par la droite et la gauche), nous n'avons aucune chance sans une stratégie propre.

Aujourd'hui, la Fédération anarchiste occupe lentement une place de plus en plus sérieuse dans la réalité sociale. Même nos fossoyeurs de choix (et *Libé* tient ici une bonne place...) ont été obligés de reconnaître que la Pologne a mobilisé force drapeaux noirs, et la dernière manifestation pour le peuple afghan prouve l'intérêt réel que nous suscitons. Démontrer que les anarchistes sont capables de s'organiser mieux, que leur organisation fait leur force, c'est déjà un pari tenu par la FA. Il serait un peu facile — dans le désert actuel d'organisations anarchistes — de se regarder le nombril et de s'en contenter. Après tout, nous avons le mérite d'exister, c'est déjà pas si mal. Encore faut-il aller de l'avant, généraliser ce qui a constitué la richesse de notre mouvement, la résistance de la société contre l'Etat.

Dans bien des terrains, les militants libertaires sont présents, mais le manque d'articulation, le refus de se fédérer par a-priorisme font que l'efficacité de notre travail s'en ressent. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, entre la surenchère gauchiste, l'immobilisme communiste, les anarchistes ont un rôle important à jouer au niveau des propositions. Se complaire en disant « on avait raison ! » lorsque les déçus iront voter Chirac ou Krivine, c'est armer nos fusilleuses de demain. Aussi, cela ne peut suffire. Pour notre survie même, c'est maintenant qu'il faut organiser l'action des anarchistes dans le cœur du réel.

Faisons un peu le tour des terrains où la société résiste à l'Etat, au « droit » imposé par la force.

La lutte antimilitariste tient une place importante dans ce domaine. Avoir vingt ans et être contraints de donner à l'Etat un an de travail et de pensée, c'est une facture que beaucoup refuseraient de payer s'ils avaient à leur service le puissant mou-

vement antimilitariste qui n'existe pas en France. Imaginez un peu que nous réussissions à organiser ce courant puissant, vous voyez d'ici la tête d'Hernu si des milliers de refus à l'appel sous les drapeaux germaient un peu partout... Dans les lycées, les usines, les LEP où nous sommes présents, au lieu de faire signer des pétitions ou d'animer des grèves pour des gommes et des crayons, organiser l'insoumission, le soutien à l'objection collective, c'est notre tâche. Qui d'autre organisera ce mouvement à la place des anarchistes ? Y a-t-il un seul mouvement qui veuille abolir totalement l'armée dans le projet social qu'il porte ? Et toujours le rôle des anarchistes dans le mouvement antimilitariste se situe dans le refus de la compromission avec l'Etat. Nous ne voulons pas faciliter la vie du système en aménageant de statut « neew-look », ghetto des « en dehors » où veut nous parquer Hernu.

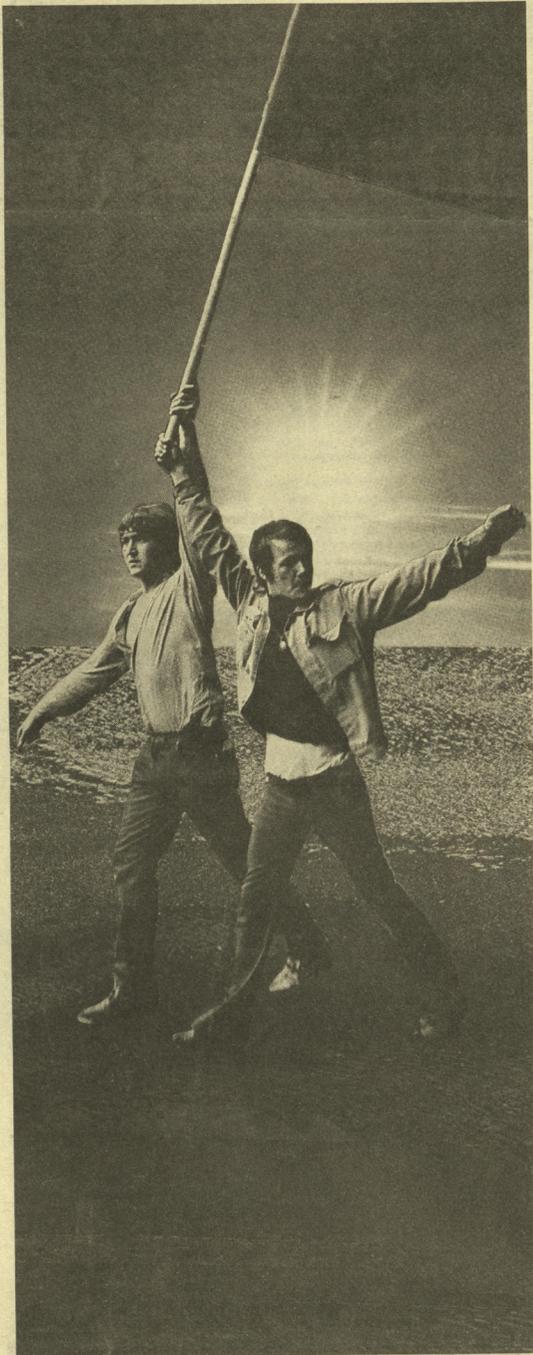
Dans les comités de locataires où les militants libertaires ont organisé des grèves des charges ou des refus de versement collectif des loyers, quel impact aurait notre cause si nous arrivions à mettre concrètement en pratique la résistance directe des locataires face à la jungle immobilière ? Bien sûr, avec des « si », on peut bâtir ce qu'on veut. Mais vouloir, c'est déjà commencer à pouvoir agir, non ?

Les associations de défense des consommateurs développent un autre combat important. Et les libertaires qui s'y investissent n'ont pas grand mal à nous prouver que le boycott direct (de la viande de veau, par exemple...) a fait plier les genoux du pouvoir et des possédants sans attendre les « 10 mai ». Partout, dans le champ du réel, se comporter en anarchiste, c'est-à-dire refuser la compromission politique et l'intégration à l'Etat, impulser l'autogestion totale des luttes et être présents dans les organisations ouvrières, c'est être dans le sens du mouvement social actuel.

Le syndicalisme, en ce dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle, a été totalement dénaturé par la mainmise quasi exclusive du marxisme sur l'outil de lutte fantasmagorique que peut devenir un syndicat. Depuis que Solidarność nous a donné sa leçon de syndicalisme révolutionnaire (leçon où les limites de Solidarność sont apparues aussi criantes que sa force), de nombreux syndiqués ou militants ouvriers non syndiqués refusent la mainmise des partis (quels qu'ils soient) sur le syndicat. Et ouvrir cette brèche que peut constituer cette quête de syndicalisme authentique, lucide et direct, c'est aussi le rôle des anarchistes.

Car ce qui nous sépare et nous privilégie par rapport aux politiques marxistes, c'est que nous ne voulons pas manipuler le syndicalisme, lui imposer notre ligne politique, lui transmettre nos ordres.

Le syndicalisme des anarchistes, l'anarcho-syndicalisme, c'est la stratégie d'un travailleur révolutionnaire refusant le



maître à penser du parti, inventant et construisant la société débarrassée de tout parasite : une société égalitaire et distributive au service de l'épanouissement social.

Et ce syndicalisme, personne ne peut le récupérer. C'est un outil qui a sa propre volonté et ses objectifs précis. La présence des anarchistes, présence massive, peut remettre en mouvement la force du monde ouvrier, force maîtrisée par les syndicalismes marxistes de « démission de classe », aujourd'hui majoritaires en France.

Bien sûr, la lutte anti-nucléaire — hier comme aujourd'hui —, le combat des femmes, la volonté de libérer l'expression de toute tutelle étatique (radio, télé), et bien d'autres

espaces encore, constituent des lieux de résistance de la société contre l'Etat. Et partout où la société résiste, il faut pouvoir compter sur les anarchistes, pour que la société entière apprenne à connaître l'anarchisme.

Connaître, c'est déjà commencer à aimer. Un travail passionnant nous attend, travail qui peut déboucher, si nous sommes capables d'amplifier et d'organiser notre effort, sur une rupture sociale. Dans une constance de ce type, notre projet doit être partout le plus concret possible aux yeux de la population entière. Car c'est elle-même qui — consciente de sa force — construira le monde nouveau que nous sommes trop peu encore à vouloir.

José (gr. Sevran-Bondy)